

Étude nationale des retombées économiques et sociales du patrimoine

Document synthétique - Mars 2009

Éditorial

La direction de l'Architecture et du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication est responsable de la protection, de la conservation et de la transmission aux générations futures du patrimoine de la nation. Elle a pour objectif de « rendre accessibles les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible », selon les termes utilisés par André Malraux pour définir les missions du ministère qui vient de fêter son cinquantenaire. La mise en valeur des monuments, leur ouverture à la visite, à l'année, saisonnière, ou ponctuelle pour les « Journées européennes du patrimoine », ont fait naître un véritable engouement du public, récompensant des décennies d'efforts conjugués et patients de l'État, des collectivités territoriales et des propriétaires privés pour la restauration et la mise en valeur des monuments historiques. Mais en dépit de ce succès, le patrimoine reste encore souvent perçu comme une charge et une source de contraintes,

alors que nous sommes convaincus qu'au-delà de sa richesse intrinsèque, il est un atout majeur pour l'attractivité des territoires, l'équilibre économique, l'identité et la cohésion sociale.

Il était donc temps de se pencher sur l'impact économique du patrimoine et de tenter une évaluation du « retour sur investissement » des crédits publics consacrés à sa restauration et sa mise en valeur.

L'Agence Régionale du Patrimoine Paca avait en 2005 entrepris cette évaluation au niveau de la région et mis au point la méthodologie d'une telle étude avec l'université d'Aix-Marseille. L'intérêt suscité par ces premiers résultats a conduit la direction de l'Architecture et du Patrimoine à demander à l'Agence d'entreprendre la même étude au niveau national. Menée avec les mêmes principes méthodologiques, l'étude ici synthétisée développe des axes d'analyse plus affinés et plus complets. Elle offre à chaque région un outil de connaissance du patrimoine de son territoire, de sa fréquentation,

des résultats économiques de son exploitation, de son impact sur l'équilibre économique régional. Cette évaluation ne prétend pas à l'exactitude mathématique. Elle a le mérite cependant de donner un instrument d'évaluation aux gestionnaires du patrimoine et de rendre visible l'activité des entreprises qui concourent à sa restauration ou qui bénéficient de son ouverture au public.

La mission fondatrice, incontestable, de conservation et de transmission du patrimoine aux générations futures est une obligation morale et culturelle de l'État et de tous les propriétaires. Mais la légitimité des deniers publics consacrés à cette mission est renforcée par la place, ici mise en évidence, que tient le patrimoine monumental dans l'attractivité et le dynamisme des territoires.

Isabelle Maréchal

Directrice-adjointe de l'Architecture et du Patrimoine
Ministère de la Culture et de la Communication





Puits aérien, Trans-en-Provence, 2008 ©Pascal Martinez

Avant-propos

Un chantier prometteur

Beaucoup de lecteurs seront surpris en prenant connaissance de cette étude. Le patrimoine bâti est encore trop souvent perçu comme une charge, que des sociétés riches peuvent à la rigueur assumer par supplément d'âmes ou par prestige, mais coûteuse et sans valeur économique. À partir de cette idée reçue, la tentation est grande de tailler dans un budget considéré comme un luxe inutile dans ces périodes d'extrêmes difficultés, où il faut éliminer les dépenses superflues. Or Hervé Passamar et son équipe démontrent exactement le contraire : loin de coûter, le patrimoine protégé est une source importante d'emplois et de revenus. Il en avait fait en 2005 une première fois la démonstration pour notre région Provence-Alpes-Côtes d'Azur. C'était une des missions de l'Agence Régionale du Patrimoine créée à l'initiative commune de la Drac et de la Région Paca. Grâce à la commande du ministère de la Culture et de la Communication et de sa direction de l'Architecture et du Patrimoine, l'étude a été élargie à l'ensemble de la France avec des résultats encore plus significatifs.

Est-ce tellement surprenant si l'on en juge par le succès des journées du patrimoine, succès qui ne se dément pas depuis plusieurs années. Ce qui fait la force de ce mouvement, c'est qu'il n'obéit pas à un effet de mode, mais qu'il s'enracine dans une mutation profonde et durable des sensibilités. Cette mutation est déjà ancienne ; elle débute dès le dix-huitième siècle avec le « Grand tour » des aristocrates anglais, allant découvrir les monuments italiens de l'Antiquité ou de la Renaissance, c'est l'origine même du tourisme et du mot lui-même. Le goût romantique des ruines développe cette curiosité dont l'écrivain Mérimée, premier inspecteur des Monuments historiques est la meilleure expression. Mais le phénomène se limite alors à une petite élite socioculturelle. Ce n'est qu'à la fin du siècle dernier, qu'il prend de l'ampleur et touche un public beaucoup plus large, en rapport avec ce que Pierre Nora a appelé « le règne de la mémoire généralisée ». En France on peut précisément dater le début de cette attirance avec l'écho et le succès imprévus de l'année consacrée au patrimoine en 1980. On ne sera pas grand prophète en prévoyant la persistance pour ne pas dire le progrès de l'attrait pour le patrimoine bâti. Au temps de la mondialisation qui donne le sentiment de l'uniformité et entraîne une perte des repères, la contemplation de témoins d'un passé plus ou moins lointain rassure et paraît une compensation à un avenir incertain. Il existe aujourd'hui de multiples formes de cette nostalgie d'anciens temps disparus. Mais les monuments inscrits dans des paysages contemporains ont une puissance d'évocation sans commune mesure et suscitent le rêve et l'imagination, l'un des attraits les plus puissants de ce tourisme patrimonial. À partir de là, nous comprenons mieux les fortes retombées économiques.

Ajoutons que cette activité ne peut pas être délocalisée et donc résiste à la logique de la mondialisation !

C'est dire que cette recherche ouvre un vaste chantier qu'il faut poursuivre activement comme le souligne la conclusion. Chantier qui n'est pas seulement théorique, mais très pratique et porteur de dynamisme économique et je n'hésite pas à dire d'espérance dans ces sombres temps de crise.

L'Agence Régionale du Patrimoine ne peut donc qu'être fière d'avoir initié cette entreprise. Nous devons remercier ceux qui l'ont rendu possible et ceux qui l'ont réalisée, Hervé Passamar et l'équipe qui l'entoure.

Philippe Joutard
Président de l'Agence Régionale du Patrimoine Paca



Gare routière de Gray, 2006 ©CRMH, Drac Franche-Comté

Sommaire

Introduction	P. 4
I. Les retombées directes du patrimoine	P. 5
Définition du champ d'étude et de la méthodologie	P. 5
Commentaires et analyses	P. 5
I.1. Les retombées sociales directes du patrimoine	P. 5
– Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF	P. 5
– Les emplois au sein des administrations en charge du patrimoine	P. 6
– Les emplois de guides du patrimoine	P. 6
I.2. Les retombées économiques directes du patrimoine	P. 7
– Les recettes enregistrées à la billetterie	P. 7
– Les recettes provenant de l'exploitation d'une boutique-librairie	P. 7
– Les recettes liées aux visites guidées payantes	P. 7
– Les recettes des audioguides	P. 7
– Les recettes suscitées par l'organisation d'évènements	P. 7
– Les autres recettes	P. 8
II. Les retombées indirectes	P. 9
II.1. Les retombées sociales indirectes du patrimoine	P. 9
– Les emplois liés à la restauration du bâti	P. 9
– Les autres emplois liés à la restauration	P. 11
– Les emplois touristiques liés au patrimoine	P. 11
– Les autres emplois indirects liés au patrimoine	P. 13
– Les emplois induits	P. 15
II.2. Les retombées économiques indirectes du patrimoine	P. 15
– L'impact économique indirect lié à la restauration du bâti	P. 15
– L'impact économique du tourisme patrimonial	P. 17
– L'impact économique des métiers d'art	P. 18
II.3. Les retombées du patrimoine en termes de financements publics sur le territoire	P. 18
– La restauration du patrimoine bâti	P. 18
– La restauration du patrimoine matériel (collections des musées)	P. 18
– Estimation globale des différents financements mobilisés	P. 18
III. Tableaux récapitulatifs	P. 19
Conclusion	P. 25
Annexes	P. 28
Tableaux des retombées sociales et économiques régionales	

Introduction

Les nouvelles configurations territoriales, la recombinaison des missions et des compétences publiques et institutionnelles associées aux lois de décentralisation redessinent dans le champ du patrimoine les modalités et espaces traditionnels de collaboration et d'action. On assiste ainsi au passage d'une « stricte » logique de site axée sur la restauration des monuments et édifices à une démarche privilégiant leur inscription dans un environnement élargi, d'une approche essentiellement curative du patrimoine bâti à une approche préventive, dynamique, systémique. Pour être durablement sauvegardé, le patrimoine doit avoir une fonction, répondre à un besoin contemporain.

La valorisation du patrimoine s'inscrit donc désormais dans une perspective de politique intégrée, d'attractivité et de dynamisation des territoires. La prise de conscience du rôle économique significatif joué par le patrimoine et la nécessité d'en mesurer l'impact se renforcent : on passe du souci de maintenir la « source de la rente » à une démarche dynamique de production de services fortement territorialisée, articulant des dimensions culturelles, historiques, scientifiques, sociales, économiques... Les différents acteurs institutionnels, politiques, techniques, associatifs, scientifiques intervenant sur le champ du patrimoine sont ainsi confrontés à une complexité et à des enjeux nouveaux : besoins accrus d'information, de méthodes et de données fiables, de mise en réseau, d'expertise, de développement de capacités collectives d'intervention.

Dans ce contexte, la mesure et la prise en compte de l'impact économique et social du patrimoine représentent un enjeu déterminant pour les différents acteurs (institutionnels, associatifs, économiques, scientifiques) qui interviennent dans sa gestion, sa restauration, sa conservation et sa valorisation.

L'Agence Régionale du Patrimoine Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est engagée en 2005 dans la mise en œuvre d'un système d'observation permettant d'en établir un état des lieux général (visiteurs, financements, métiers, emplois, entreprises), démarche aujourd'hui étendue à l'ensemble du territoire national à l'initiative de la direction de l'Architecture et du Patrimoine du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette étude, conduite de mars 2007 à décembre 2008, a mobilisé l'ensemble des Drac et des gestionnaires de sites et monuments protégés ouverts au public, les observatoires régionaux du tourisme, les entreprises de restauration « Monuments historiques ». Elle intègre aussi les différentes données disponibles et les études conduites sur ce secteur, notamment celles de Xavier Greffe, sur les travaux de qui nous nous sommes à nouveau appuyés et que nous souhaitons ici remercier.

S'il ne peut prétendre à la production de données exhaustives sur les dimensions indirectes et induites, ce travail permet de repérer les différentes formes d'impact du patrimoine, les caractéristiques régionales, et la nature précise des retombées directes.

Plus largement, il souligne et atteste à quel point, loin d'être une charge, le patrimoine est porteur d'une dynamique économique conséquente.

Ceci est de nature à aider les institutions concernées et les acteurs du patrimoine à valoriser les projets et actions conduits, à s'engager dans des politiques de valorisation ambitieuses et efficaces.

Ce document présente de manière synthétique la méthodologie appliquée, les principaux résultats et les préconisations permettant une appropriation large et durable de la démarche entreprise.

Hervé Passamar
Directeur de l'Agence Régionale du Patrimoine Paca

I. Les retombées directes du patrimoine

Définition du champ d'étude et de la méthodologie

Cette première partie de l'étude nationale liée aux **retombées directes** a pour objectif d'analyser les données sociales et économiques recueillies auprès des **gestionnaires de sites, MH et de Musées de France, ouverts plus de 40 jours par an, disposant d'une billetterie et/ou inclus dans un système de visite guidée payante.**

Ce travail s'est appuyé en partie sur les Drac où des réunions d'informations ont été organisées afin d'expliquer les objectifs et modalités de l'étude et définir la liste des monuments concernés.

L'ARP Paca, afin de rationaliser la communication et le recueil d'informations avec les gestionnaires (relances automatisées et envoi de mails d'information), a créé **une base de données et un site Internet** facilitant la collecte et l'analyse des données.

Il est apparu nécessaire et utile que la démarche soit perçue par les partenaires associés, au-delà de la contribution à une enquête nationale, **comme une démarche autonome de réalisation d'un état des lieux régional de l'impact du patrimoine protégé faisant l'objet d'un document spécifique.**

Nos interlocuteurs ont pour la plupart d'entre eux adhéré à ce processus, et ont manifesté un grand intérêt pour la problématique de valorisation économique et sociale du patrimoine qui leur était proposée.

Par ailleurs, la prise de conscience par les différents acteurs de la **territorialisation accrue des actions de valorisation et de gestion du patrimoine** et des effets de la décentralisation a accentué l'intérêt pour une démarche partenariale et interinstitutionnelle de coproduction de données et de partage de l'information pouvant contribuer à **une meilleure valorisation des actions conduites.**

Afin de permettre la réalisation de l'étude dans les délais prévus, il a été nécessaire, pour certaines régions, de se centrer sur une liste comptant 10 sites dits « incontournables » produisant l'essentiel des recettes, liste établie au niveau national afin d'homogénéiser l'enquête. Ceci permet d'avoir une vision quantitative nationale cohérente, et n'apporte pas de changement significatif dans les résultats obtenus.

Commentaires et analyses

Quelques chiffres extraits de la base de données

Après réception des fichiers Gestionnaires fournis par 17 Drac, et réalisation d'un fichier « incontournables » pour les autres régions, les données ont été intégrées à une base de données accessible via Internet www.impact-patrimoine.fr.

La base de données comprend 3 396 monuments gérés par 2 613 structures publiques ou privées. Certains de ces sites ne répondant pas aux critères ne sont pas intégrés à l'étude finale ¹.

1 234 sites ont au moins un champ de l'étude rempli, soit 40 % du nombre total de sites.

Concernant les 207 « incontournables », **183 ont répondu au questionnaire, soit 87,5 % de taux de réponse.** Pour les Dom-Tom, nous avons 74 monuments, mais dont les 3/4 ne correspondent pas aux critères de l'étude.

I.1. Les retombées sociales directes du patrimoine

Les données concernant l'impact social direct du patrimoine sont issues des questionnaires fournis par les gestionnaires, l'année de référence étant 2007.

- Les emplois du patrimoine dans les sites, MH et MDF ²

Les emplois directs du patrimoine sont ceux mobilisés par les monuments, sites et Musées de France, ouverts au public plus de 40 jours par an, avec une billetterie, ou inclus dans un système de visite guidée payante. Ces personnes ont en charge la préservation, la conservation, la gestion, la mise en valeur et l'accessibilité des publics.

Sur l'ensemble des sites répondants, **on comptabilise 10 457 salariés au sein des sites, monuments et des Musées de France ouverts au public plus de 40 jours par an avec une billetterie ou inclus dans un système de visite payante en France métropolitaine, dont 4 310 en Île-de-France (43,5 % du total national).**

Les Dom-Tom (Guadeloupe, Martinique et Guyane) comptent 205 personnes.

Pour l'ensemble du territoire français, nous pouvons estimer à 10 662 personnes le nombre de personnes travaillant au sein d'un site lié au patrimoine.

¹ Ces chiffres, extraits de la base de données nationale, n'intègrent pas les monuments situés en région Languedoc-Roussillon. Les données de cette région ont été transmises via Figesma Conseil par la Région et la Drac.

² Ne sont pas comptabilisés ici les emplois des régions Corse et Réunion.

Les sites gérés par le Centre des Monuments Nationaux représentent sur l'ensemble du territoire français 414 emplois temps plein – agents de l'État et 592 emplois temps plein – personnels CMN, soit un total de 1 006 équivalents temps plein.

- Les emplois au sein des administrations en charge du patrimoine

Il s'agit des personnels travaillant au sein des services administratifs dont les missions sont liées à la préservation, la gestion et à la valorisation du patrimoine protégé et non protégé pour obtenir le nombre total d'emplois directs liés au patrimoine.

Les données éditées par l'Insee et l'observatoire du CNFPT (note de conjoncture n° 11 publiée en avril et mai 2007) indiquent que **19 500 personnes travaillent au sein des services Culture-Patrimoine des différentes collectivités territoriales**. Elles représentent 1,2 % de l'effectif global des employés territoriaux. **Au sein des Drac et des différents SDAP, on dénombre 1 489 personnes** (Conservation régionale des monuments historiques, VPAH, musées, services de valorisation du patrimoine et les différents SDAP exerçant au sein des départements).

Le personnel des CMN (414 personnels État) n'est pas comptabilisé ici, puisque étant déjà intégré dans le paragraphe précédent.

Nous estimons ainsi en France que le nombre total de personnes (employés territoriaux et agents d'État) travaillant au sein des administrations en charge du patrimoine et des musées est de 20 989.

- Les emplois de guides du patrimoine

Ces derniers, qui ont pour mission l'accueil, l'information, la transmission des connaissances et la vulgarisation historique et architecturale, doivent être agréés par les préfetures. Nous avons comptabilisé en priorité les guides conférenciers ayant passé l'examen validé par le service VPAH des Drac.

Nous estimons ainsi à **1 391 le nombre de guides du patrimoine en France**. Parallèlement, après vérification auprès des services des préfetures, **1 552 guides VPAH et 950 guides conférenciers nationaux seraient enregistrés**. Ainsi, selon les données des préfetures, **2 502 guides du patrimoine sont enregistrés en France**.

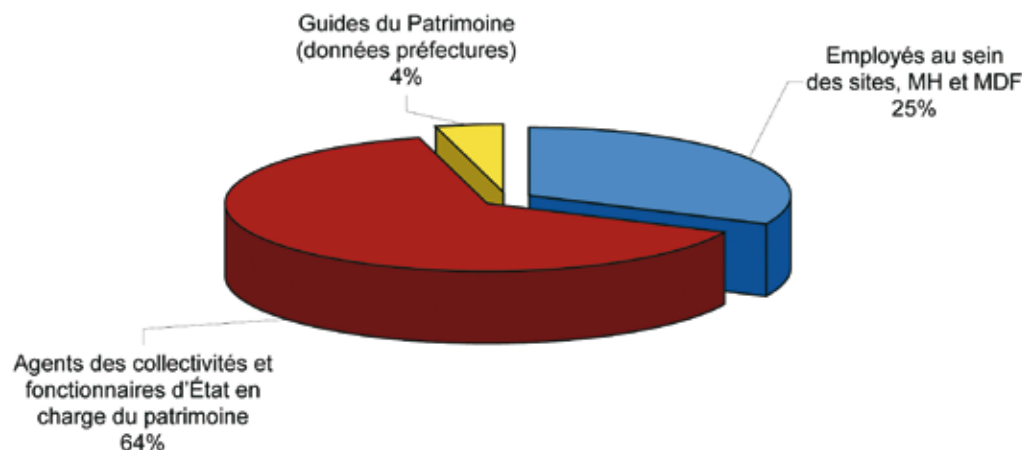
Le nombre de guides du patrimoine est donc estimé entre 1 391 et 2 502, selon les sources.

N.B. : Les guides inscrits et exerçant dans des centres d'interprétation, des structures privées, comme les agences de voyages, les croisiéristes ou à titre indépendant ne sont pas comptabilisés.

En conclusion

En tenant compte des répondants (France métropolitaine et Dom-Tom), les retombées directes sociales du patrimoine ont été estimées à 33 390 et sont réparties ainsi :

- Employés au sein des sites, MH et MDF	10 662
- Agents des collectivités et fonctionnaires d'État en charge du patrimoine	21 334
- Guides du patrimoine (données Drac)	1 394



I.2. Les retombées économiques directes du patrimoine

Concernant l'impact des retombées économiques directes, l'ARP a repris l'ensemble des chiffres fournis par les gestionnaires des sites, monuments et MDF pour l'année 2007. Il convient ici de préciser que ces données n'intègrent pas certains domaines nationaux comme celui de Courson ou des musées nationaux comme Orsay, le musée Guimet ou le musée des Armées à Paris.

– Les recettes enregistrées à la billetterie ³

Le cumul des recettes représente, en France métropolitaine **257,6 millions d'euros pour l'ensemble des répondants** ⁴. La région Île-de-France représente 69,5% des recettes totales et les recettes dans les Dom-Tom sont estimées à 1,1 million d'euros.

Sur l'ensemble du territoire français et pour l'ensemble des répondants, les billetteries liées au patrimoine sont estimées à **258,7 millions d'euros**.

– Les recettes provenant de l'exploitation d'une boutique-librairie

Sur l'ensemble des répondants, 321 sites ont répondu à cette question.

Le montant des recettes 2007 liées à l'exploitation d'une librairie ou d'une boutique est de **92,1 millions d'euros**. Pour les Dom-Tom, les recettes 2007 Boutique-Librairie sont estimées à **335 000 euros**.

Au total, le montant des recettes est estimé à 92,4 millions pour l'ensemble des gestionnaires répondants. L'Île-de-France représente 74 % du total des recettes des répondants en France métropolitaine.

Si dans le total des recettes, sur le plan national, le poste Billetterie représente la 3^e ressource financière, il est à noter que **pour 80 % des structures patrimoniales, il constitue le second poste de recettes**. Les boutiques et les librairies sont de plus en plus intégrées dans une stratégie de développement globale, les sites prennent fortement en considération ces espaces dédiés à la vente et développent toute une gamme de produits dérivés afin de répondre aux attentes des visiteurs.

– Les recettes liées aux visites guidées payantes

Les visites guidées représentent une ressource financière supplémentaire pour les sites, monuments et Musées de France ; **elles constituent la quasi-totalité des ressources économiques des édifices religieux** (cathédrale, église...). En effet, ces derniers n'ayant pas de système de billetterie, les ressources émanent de dons libres et des visites guidées. Ces dernières sont organisées par l'office du tourisme, des associations d'amis, ou par les animateurs du service Patrimoine des villes.

Sur l'ensemble des sites, monuments ou MDF « incontournables » ayant répondu (soit 132 sites), 83 déclarent organiser ou avoir des visites guidées. Certains ont inclus dans cette rubrique les ateliers pédagogiques et les visites scolaires accompagnées. On constate également qu'au niveau national, de plus en plus de sites incluent ce service dans une tarification globale. Les recettes de ces visites guidées sont donc enregistrées dans les recettes Billetterie. Dans les sites et musées communaux et départementaux, les visites guidées scolaires sont souvent gratuites.

Les recettes liées aux visites guidées des gestionnaires ayant répondu sont estimées à 16 millions d'euros. Pour les Dom-Tom, elles représentent une recette de 65 500 euros. Les sites en région Île-de-France représentent 73 % de ses recettes.

– Les recettes des audioguides

De plus en plus de sites, de monuments historiques et de musées proposent à leurs visiteurs des audioguides, facilitant la médiation et la déambulation au sein des salles. Certains gestionnaires incluent cette prestation dans le tarif d'entrée ; nous n'avons donc pas d'estimation pour certaines régions.

Les recettes Audioguides sont ainsi estimées à environ 2 millions d'euros.

– Les recettes suscitées par l'organisation d'évènements

Ces évènements sont souvent organisés par des structures extérieures et les gestionnaires des sites ou des collectivités n'ont que peu connaissance de la nature de ces retombées économiques. La partie événementielle est largement sous-estimée. Ces recettes peuvent apparaître extrêmement importantes dans certaines régions, les gestionnaires ayant inclus les entrées liées aux expositions temporaires.

De plus, la prise en compte des recettes suscitées par l'organisation d'évènements reste problématique. En effet, il conviendrait à notre sens de ne retenir (comme ce qui a été fait en région Paca) que les recettes issues des évènements ou des activités intégrés au sein des sites et monuments et inscrits dans une politique culturelle globale.

En intégrant les données fournies par certains « incontournables » (Le Louvre, le Domaine de Versailles...), **ce poste devient la seconde ressource financière**.

Les recettes liées à l'organisation d'évènements par les gestionnaires sont de 12,5 millions d'euros

³ Ne sont pas comptabilisées les recettes liées aux retombées directes du patrimoine des régions Corse, Languedoc-Roussillon et Réunion.

⁴ 562 sites, monuments ou musées de France ont répondu à cette question.

pour le total des répondants. 46 % des recettes sont réalisées par des gestionnaires situés en Île-de-France. Pour les Dom-Tom, ces recettes sont estimées à 11 817 €. Ceci représente un total national de 12,5 millions pour les répondants.

- Les autres recettes

Les autres recettes sont assez diversifiées. Elles correspondent à la redevance des concessions (boutiques, librairie ou restaurant), au CA du restaurant – s'il est géré par le site –, aux locations de salles pour des tournages, aux droits photos, aux espaces publicitaires, aux produits financiers, à la location de vélos sur les sites, au petit train...

Ces sommes sont surtout le fait de quelques sites majeurs qui ont les moyens humains et surtout la possibilité d'utiliser la notoriété de leur site pour obtenir des retours financiers tels que redevances, droits photos.

Ces recettes représentent un revenu de 138,6 millions d'euros pour l'ensemble des répondants en France métropolitaine. Dans les Dom-Tom ces autres recettes sont estimées à 223 110 €.

Ainsi, sur l'ensemble du territoire français, les recettes globales sont de 138,9 millions d'euros pour l'ensemble des répondants.

En conclusion de cette partie

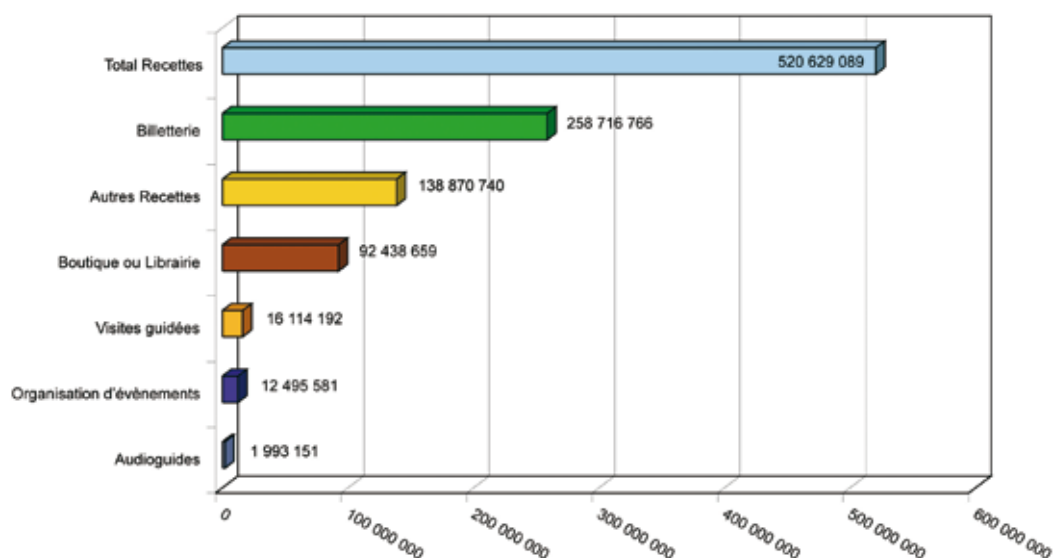
Les retombées économiques directes liées aux sites, MH (classés et/ou classés et inscrits), ou MDF, ouverts au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie et/ou inscrits sur une visite guidée payante s'élèvent en 2007 pour l'ensemble des sites répondants à environ 519 millions d'euros. Les recettes globales Dom-Tom sont estimées à 1,8 million d'euros.

Pour l'ensemble des sites répondants en France, les recettes globales sont estimées à 521 millions d'euros⁵.

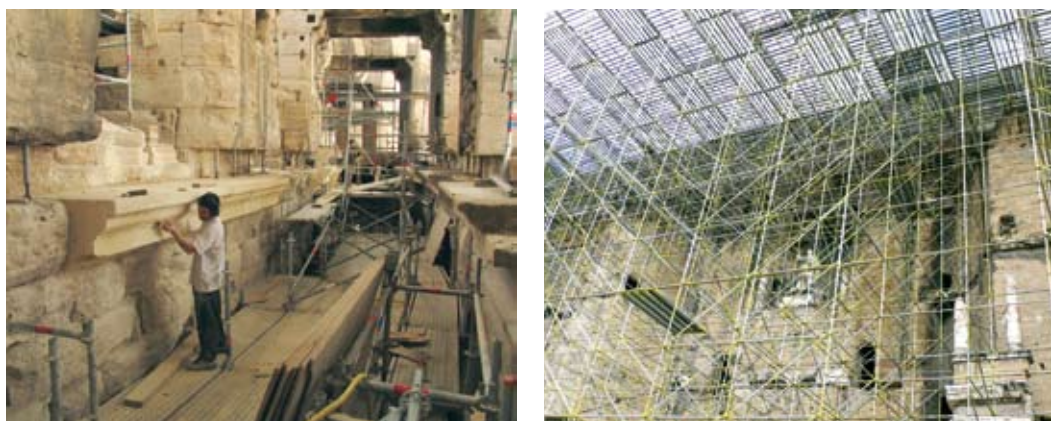
N.B. : Les retombées économiques directes du Languedoc-Roussillon sont estimées à 20 305 800 €. Elles n'ont pas pu être intégrées aux résultats nationaux (données globalisées reçues le 15 janvier 2009).

France métropolitaine

Les recettes totales 2007 des gestionnaires ayant répondu sont réparties comme suit :



⁵ Ne sont pas comptabilisées les recettes liées aux retombées directes du patrimoine des régions Corse, Languedoc-Roussillon et Réunion.



Chantiers de restauration du Plan Patrimoine Antique, Provence-Alpes-Côte d'Azur, 2005
©Pascal Bois, panovues.com

II. Les retombées indirectes

Cette seconde partie présente les résultats de l'enquête menée sur les impacts indirects du patrimoine ainsi que les choix méthodologiques retenus.

Ces résultats sont à considérer comme des ordres de grandeur et non comme des données définitives. Il n'a pas été possible de fournir des données plus précises, compte tenu de l'insuffisance et de la disparité des études et recherches réalisées à ce jour dans ce domaine.

II.1. Les retombées sociales indirectes du patrimoine

Par **retombées sociales indirectes**, nous entendons les effets du patrimoine en termes d'emplois dans des secteurs fournissant des biens et des services au secteur patrimoine. Entrent dans cette catégorie les emplois liés à la restauration du patrimoine, à l'exploitation touristique du patrimoine, et aux autres emplois culturels liés à la valorisation du patrimoine : formation et recherche, artisanat d'art et expertise.

Notre approche s'est inspirée de la méthodologie utilisée dans les ouvrages de l'ARP Paca ainsi que de celle adoptée par Xavier Greffe ⁶.

– Les emplois liés à la restauration du bâti

Les emplois liés à la restauration du patrimoine bâti concernent ceux mobilisés par les entreprises de travaux de restauration, les artisans et les architectes du patrimoine.

Afin d'éviter une double comptabilisation dans les emplois, sont uniquement concernés les travaux réalisés par des agents économiques différents de ceux impliqués dans la gestion des sites patrimoniaux, intégrés dans les emplois directs.

Pour évaluer les emplois engendrés par ces activités et selon la méthodologie utilisée par Xavier Greffe, nous sommes donc partis de l'offre, c'est-à-dire des entreprises.

Les emplois mobilisés par les entreprises de travaux de restauration

Afin d'estimer les emplois mobilisés par les entreprises de travaux de restauration, nous avons recensé les emplois des entreprises ayant obtenu une certification Qualibat pour la mention « Restauration du patrimoine et Monuments historiques ».

En France métropolitaine, 706 entreprises disposent de la certification Qualibat pour la mention Patrimoine et MH. Ces dernières emploient 27 480 personnes.

Or, un nombre important d'entreprises du patrimoine sont détentrices d'un véritable savoir-faire et interviennent régulièrement sur des chantiers de restauration du patrimoine alors même qu'elles ne possèdent pas cette certification. Par exemple, les métiers liés à la restauration du vitrail, à la peinture murale, aux dorures n'ont pas de labellisation et sont donc exclus de cette comptabilisation.

Selon une étude du Céreq ⁷ (Centre d'Études et de Recherche sur les Qualifications), seules 24 % des entreprises intervenant sur ce champ disposent d'une certification de type patrimonial.

Pour faire face aux fluctuations des commandes ou par souci de diversification de leurs activités, ces entreprises réalisent seulement une partie de leur activité dans la restauration de patrimoine.

6 *La valorisation économique du patrimoine*, Xavier Greffe, La Documentation française, 2003.

7 *La restauration du patrimoine architectural*, Céreq, mai 2004.

En l'absence d'estimation précise sur la part des chantiers MH dans les CA globaux de ces entreprises, et sur le nombre d'emplois concernés, Xavier Greffe dans ses calculs retient **une part de 75 % du CA de ces entreprises lié à la restauration du patrimoine, ratio** retenu pour nos propres calculs.

En l'appliquant au nombre d'emplois obtenu précédemment (27 480), **20 610 personnes travaillent dans le secteur de la restauration du patrimoine au sein des entreprises spécialisées.**

Pour isoler les emplois spécifiquement attribués au patrimoine protégé, nous avons retenu, des entreprises citées précédemment, celles disposant de certifications Qualibat pour la mention Monuments historiques exclusivement.

Ainsi en France, 174 entreprises de restauration du patrimoine disposent de la certification Qualibat propre aux Monuments historiques et emploient près de 8 900 personnes.

Tableau récapitulatif des emplois des entreprises de restauration du patrimoine bâti

	Emplois des entreprises Qualibat liés aux chantiers de restauration de patrimoine (protégé et non protégé)	Emplois des entreprises Qualibat exclusivement liés aux chantiers de restauration de patrimoine protégé
France métropolitaine	20 610	8 898

Les emplois mobilisés par les entreprises artisanales du bâtiment ⁸

Outre les entreprises de travaux publics, d'autres professionnels interviennent dans la restauration du patrimoine : les artisans. Ces derniers travaillent sur la restauration des monuments dans des domaines tels que la charpente, le vitrail, le revêtement, le plâtre, la couverture, la plomberie, la maçonnerie... Ils sont représentés et défendus par la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (Capeb).

Une étude a été réalisée par la Capeb en 2007 ⁹ sur la thématique du patrimoine. La définition du patrimoine utilisée est très extensive : « bâtis et espaces protégés, mais également bâtiments ou ouvrages construits avant 1940 nécessitant une attention, des savoir-faire et des matériaux particuliers compte tenu de leur qualité architecturale et de leur intérêt historique et ethnologique ».

Cette étude estime à 52 219 le nombre d'emplois artisanaux spécifiquement liés au patrimoine.

N.B. : Il faut préciser que la Capeb n'a qu'une visibilité partielle de l'activité des artisans présents sur son territoire puisque l'adhésion à cet organisme se base sur le volontariat.

Tableau récapitulatif des emplois dans l'artisanat du bâtiment

	Total des emplois liés à la restauration du patrimoine protégé et non protégé	Total des emplois liés exclusivement à la restauration du patrimoine protégé
France métropolitaine	307 171	52 219
Dom-Tom	3 867	657
Total	311 038	52 876

En France, Dom-Tom inclus, environ 52 880 artisans travaillent sur des chantiers de restauration du patrimoine bâti protégé.

Les artisans travaillant sur des chantiers de restauration du patrimoine protégé représentent environ 5 % du total des artisans et cinq fois plus d'emplois que ceux des entreprises de restauration du patrimoine.

Les architectes du patrimoine

Les architectes du patrimoine sont également mobilisés sur les chantiers de restauration du patrimoine. Ils interviennent au travers de la conception, de la maîtrise d'œuvre, de la conduite d'études, du conseil sur les options de restauration et d'aménagement.

L'association des architectes du patrimoine comptabilise au niveau national 936 architectes du patrimoine répartis comme suit :

- 663 architectes indépendants, salariés ou experts ;
- 165 architectes des bâtiments de France (ABF) dont 35 ABF honoraires et 130 ABF non honoraires ;
- 59 architectes en chef des monuments historiques (ACMH) ;
- 49 autres emplois publics (architecte urbaniste de l'État, maître de conférences).

⁸ Une entreprise artisanale du bâtiment se définit comme étant une entreprise employant moins de 20 salariés.

⁹ Le marché du patrimoine et les entreprises artisanales du bâtiment, Capeb – cabinet I+C, décembre 2007. Données pour la France métropolitaine.

Pour ne pas les comptabiliser à double reprise nous retirons les ABF non honoraires et autres emplois publics déjà comptés parmi les impacts directs (agents des collectivités ou de l'État travaillant dans le champ du patrimoine), soit $936 - 130 - 49 = 757$.

Nous retenons 757 architectes du patrimoine, total décomposé comme suit :

- 755 en France métropolitaine ;
- 2 dans les Dom-Tom.

À noter que l'annuaire de l'association des architectes du patrimoine liste les architectes ayant obtenu le diplôme du Cedhec. N'apparaissent donc pas dans l'annuaire le nombre de personnes employées par un architecte indépendant au sein des agences.

Les emplois liés à la restauration du bâti représentent un total de 62 531 et sont répartis comme suit :

– Les emplois mobilisés par les entreprises de restauration	8 898
– Les emplois mobilisés par les entreprises artisanales	52 876
– Les architectes du patrimoine (hors personnel agence)	757

– Les autres emplois liés à la restauration

Les restaurateurs ¹⁰

Les restaurateurs sont des professionnels qui s'attachent à diagnostiquer, sauvegarder, étudier et mettre en valeur les objets et les œuvres. Ils interviennent sur la restauration de biens culturels, à la demande des MH, MDF, dépôts archéologiques, bibliothèques ou encore des centres d'archives et sont représentés par la Fédération Française des Conservateurs-Restaurateurs (FFCR).

La FFCR estime que 1 400 personnes détiennent un diplôme relatif à la conservation et la restauration, tous niveaux d'études confondus (école professionnelle, formation universitaire...). Afin d'éviter de compter à deux reprises ces restaurateurs, nous avons retranché les 23 emplois des ateliers de restauration, comptabilisés dans la partie suivante.

Ainsi, en France métropolitaine, les restaurateurs sont estimés à 1 377.

N.B. : Les informations fournies par la FFCR comptabilisent les restaurateurs en France métropolitaine seulement, nous ne pouvons indiquer ici les emplois dans les Dom-Tom.

Les emplois dans les laboratoires et instituts de recherche en restauration de biens culturels

La recherche dans la sphère du patrimoine est décomposée en deux phases dans cette étude : l'une, ayant trait à la recherche dans la restauration de biens culturels, est présentée ici ; la seconde, sur la recherche dans le patrimoine au sens large est présentée dans la partie valorisation du patrimoine.

34 structures ont été recensées dans la restauration de biens culturels. Parmi ces 34 structures, les 7 principaux laboratoires de recherche en restauration de biens culturels sont Arc'Antique, Arc Nucléart, C2RMF, CICRP, CRCC, LAM, LRMH. Ces derniers concentrent à eux seuls les deux tiers des emplois dans ces instituts de recherche, soit 316 emplois.

Ces 34 structures emploient 546 personnes (chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants, personnel administratif...).

Les autres emplois liés à la restauration représentent un total de 1 923 :

– Les restaurateurs	1 377
– Les emplois dans les laboratoires et instituts de recherche	546

– Les emplois touristiques liés au patrimoine

La présence d'un site patrimonial sur le territoire d'une commune attire dans cette dernière des visiteurs qu'il convient de loger, de restaurer, de transporter, de divertir, etc. Ainsi, le patrimoine génère pour des secteurs tels que l'hôtellerie, la restauration, les transports, le commerce, un volume d'activité synonyme de progression de CA, de création d'emplois, de redistribution des revenus.

L'estimation du nombre d'emplois indirects liés au tourisme patrimonial est un exercice difficile. Dans la statistique officielle, notamment celle proposée par l'Insee, le tourisme est un secteur d'activité composite aux frontières de plusieurs secteurs d'activités. Ainsi, l'appréciation de l'activité du tourisme, des emplois et des consommations qui y sont attachés ne relève que de projections.

L'un des obstacles qu'il convient de surmonter lorsque l'on estime les emplois liés au patrimoine est qu'une partie des touristes ne fréquentent les sites patrimoniaux que de manière incidente, sans

¹⁰ Désignés de façon récurrente sous le vocable conservateurs-restaurateurs, mais nous utiliserons dans cette étude le terme générique de restaurateurs.

motivation prioritairement axée sur le patrimoine. Il importe ainsi de déterminer parmi l'ensemble des visiteurs d'un site, la part de ceux qui effectuent un voyage et supportent des dépenses pour des motivations strictement patrimoniales, et pour lesquels on peut donc réellement considérer que le patrimoine constitue l'élément déclencheur de leurs dépenses.

En l'absence de source d'information mobilisable pour évaluer les emplois générés par ces dépenses liées au tourisme patrimonial, nous nous sommes appuyés sur la méthodologie mise au point par Xavier Greffe, cumulant études et sondages. Celle-ci a déjà utilisée pour l'étude sur les retombées en Paca. **Les données qui découlent de ce mode de calcul sont donc à considérer comme des ordres de grandeur et non comme des données définitives sur les emplois touristiques générés par le patrimoine.**

La méthode retenue pour établir ces ordres de grandeur prend en compte les données suivantes :

– **Les emplois touristiques (salariés et non salariés)**

Les emplois salariés touristiques sont évalués par l'Insee¹¹ et intègrent les activités suivantes : hébergement, agence de voyages, transport côtier, restauration, supermarché, transports fluviaux, etc. Toutefois, si nous disposons d'une estimation de l'emploi touristique salarié, aucune donnée concernant le nombre d'emplois touristiques non salariés n'existe à ce jour. En considérant que la part de l'emploi non salarié dans le secteur du tourisme est identique à celle des autres filières, on estime la part des emplois non salariés liés au tourisme à 18,5 %.

Les emplois salariés et non salariés liés au tourisme sont estimés en France métropolitaine à 1 089 098 personnes et dans les Dom-Tom à 7 437.

– **Les activités patrimoniales des touristes.** La Sofres a réalisé une étude¹² sur les déplacements touristiques des Français. Parmi les activités des touristes ont été sélectionnées **visite de ville ou de village, visite d'un monument, visite d'un musée ou d'une exposition.**

À titre indicatif, l'étude nationale de 2007 donne les chiffres suivants : **16,4 % des touristes effectuent des visites de villes, 8,2 % visitent des monuments, sites historiques, musées ou expositions (soit 24,6 % des touristes fréquentant des sites patrimoniaux).**

– **La motivation strictement patrimoniale des touristes.** Selon l'ouvrage de Claude Origet du Cluzeau sur le tourisme culturel¹³, seuls 20 % des touristes qui visitent des monuments déclarent voyager pour des motifs strictement culturels quand 30 % sont disposés à effectuer un détour d'au moins 50 km pour visiter un site. À ces touristes culturels réguliers ou occasionnels, nous pouvons opposer les 50 % restants, visitant un lieu au hasard de leurs trajets.

En appliquant le ratio des activités patrimoniales des touristes de 24,6 % à celui lié aux motivations patrimoniales, nous obtenons donc 12,3 %. C'est donc ce ratio de 12,3 % qui est appliqué aux régions ne disposant pas de l'étude Sofres.

N.B. : Pour plus de détails sur les modes de calcul et la méthodologie utilisée, il est possible de consulter le document d'étude complet mis en ligne sur le site www.patrimoine-paca.com.

Tableau récapitulatif des emplois touristiques liés au patrimoine

	Emplois salariés	Emplois non salariés estimés (18,5 %)	Emplois totaux (salariés et non salariés)	Part des emplois liés au tourisme patrimonial dans le total des emplois
France métropolitaine	912 642 *	168 839	1 081 481	162 274
Dom-Tom	6 276 **	1 161	7 437	915

* Source : Insee première, août 2006 : emplois touristiques salariés dans les activités suivantes : hébergements, agences de voyages, transports côtiers, restaurations, commerces, supermarchés, transports fluviaux, gestion du patrimoine culturel, etc. Pour éviter une double comptabilisation, ont été retirés les emplois de gestion du patrimoine culturel.

** Source : Le tourisme dans l'Outre-mer français : direction du Tourisme. Emplois des entreprises d'au moins 10 salariés ou de plus de 800 000 euros de CA, pour les activités hôtellerie, restauration et agence de voyages.

11 Source : Insee première, août 2006.

12 Suivi de la demande touristique française, TNS Sofres, 2007.

13 *Le tourisme culturel*, Claude Origet du Cluzeau, PUF, Paris, 3^e édition mise à jour, septembre 2005.

N.B. : Les données des Dom-Tom interviennent dans un champ bien plus restreint que celui de la France métropolitaine. Elles ne peuvent donc en aucun cas être cumulées.

Les emplois liés au tourisme patrimonial sont donc évalués en France à 162 274 et à 915 dans les Dom-Tom.

Nous constatons que les emplois indirects touristiques générés par la fréquentation des sites patrimoniaux représentent environ 15 % de l'emploi total touristique et 58 % des emplois indirects totaux, tous secteurs confondus.

– Les autres emplois indirects liés au patrimoine

D'autres emplois proches de la sphère du patrimoine peuvent être identifiés et comptabilisés pour être agrégés aux emplois indirects. Il s'agit d'emplois liés à la mise en valeur du patrimoine comme les métiers de l'enseignement et de la recherche, des métiers d'art et de l'expertise.

Les emplois dans les formations liées au patrimoine

Dans cette partie sont évalués les emplois professoraux des formations liées au patrimoine, tous niveaux d'études confondus (du niveau 5 au niveau 1).

Plus de 400 formations liées au patrimoine ont été recensées en France :

– **Des formations de niveau 5** (équivalent à des BEP et CAP), généralistes : couverture, menuiserie, ébénisterie, charpente, métiers de la pierre... ;

– **Des formations de niveau 4** (équivalent à des bacs professionnels). « bacs pro. intervention sur le patrimoine bâti » ;

– **Des formations de niveau 3** (BTS) et **niveaux 2 et 1** (diplômes universitaires) ayant trait au patrimoine : architecture, histoire, archéologie, histoire de l'art, et de façon plus novatrice au sein des formations en droit, économie, tourisme, culture et communication.

Nous estimons que les formations liées au patrimoine génèrent en France 3 824 emplois professoraux temps plein, décomposés comme suit :

– **3 797 emplois en France métropolitaine ;**

– **27 emplois dans les Dom-Tom.**

N.B. : Les emplois comptabilisés ici sont les effectifs professoraux liés au patrimoine. Ont ainsi été retirés les effectifs des professeurs de matières ou cours généralistes non directement liés au patrimoine (langues, gestion, chimie, science...).

Les emplois de la recherche dans le domaine du patrimoine (hors restauration du patrimoine)

Sont intégrés ici les laboratoires et instituts de recherche, hors restauration du patrimoine (emplois mentionnés précédemment). Les emplois ont été évalués à l'aide de plusieurs sources d'information : MCC, INHA (Institut National d'Histoire de l'Art), réseau national de restauration, Centre Régional de Restauration et Conservation d'Œuvres d'Art de Franche-Comté.

Ces structures comptabilisent 4 254 emplois en France métropolitaine.

Les emplois des métiers d'art liés au patrimoine

Les emplois dans les métiers d'art regroupent des personnes disposant d'une technique et d'un savoir-faire fondés sur une transformation de la matière dans les domaines de la création d'objets, de la restauration ou encore de la tradition.

La mesure des métiers d'art est un exercice difficile : le fort ciblage de ce champ ne permet pas d'obtenir de données fiables sur le sujet. De plus, la définition des métiers d'art n'est pas consensuelle et ces métiers dépendent pour certains du ministère de la Culture et de la Communication et pour d'autres de la direction de l'Artisanat.

Dans cette catégorie ont ainsi été intégrés les artisans d'art et les ouvriers d'art (selon les termes des professions et catégories socioprofessionnelles).

Selon une étude de la Société d'Encouragement aux Métiers d'Art (Sema) réalisée en 2008¹⁴ sur les entreprises des métiers d'art en France et s'appuyant sur une approche par activité économique des entreprises, il y a en **France métropolitaine, 15 639 entreprises intervenant dans les métiers d'art. Ces dernières emploient 45 292 personnes.**

N.B. : L'étude de la Sema ne recense que les entreprises implantées en France métropolitaine. Aussi, nous ne pouvons renseigner les emplois dans les métiers d'art pour les Dom-Tom.

Les experts

Les experts en œuvres d'art sont des spécialistes, capables de déterminer la nature, l'origine et l'époque de fabrication d'un objet d'art ou de collection, et d'en évaluer sa valeur de négociation ou de remplacement.

Une multitude de syndicats exercent en France une activité d'expertise d'œuvres d'art. Les trois principaux sont la Compagnie Nationale des Experts (CNE), le Syndicat Français des Experts Professionnels en œuvres d'art (SFEPA) et la Chambre Nationale des Experts Spécialisés en objets d'art (Cnes). Ces derniers disposent de 100 à 150 experts membres, choisis selon des critères très restrictifs.

14 *Panorama des entreprises des métiers d'art en France*, Sema-DCASPL, version mise à jour février 2008.

Après cumul des données fournies par ces syndicats, nous pouvons estimer à 368 le nombre d'experts exerçant en France.

En conclusion, les autres emplois indirects liés au patrimoine en France sont de 53 738, et sont répartis comme suit :

- Les emplois dans les formations liées au patrimoine	3 824
- Les emplois liés à la recherche dans le domaine du patrimoine (hors restauration du patrimoine)	4 254
- Les emplois liés aux métiers d'art dans le patrimoine	45 292
- Les experts	368

Tableau récapitulatif des emplois indirects du patrimoine

	France métropolitaine		
	Patrimoine protégé et non protégé	Patrimoine protégé	Chiffres retenus dans l'étude
Emplois dans les entreprises de restauration du patrimoine protégé	20 610	8 898	8 898
Artisans	307 171	52 219	52 219
Architectes	755		755
Restaurateurs	1 377		1 377
Emplois dans les ateliers, laboratoires et instituts de recherche en restauration de biens culturels	546		546
Emplois touristiques	162 274		162 274
Professeurs	3 797		3 797
Autres emplois de la recherche dans le patrimoine	4 254		4 254
Emplois dans les métiers d'art	45 292		45 292
Experts	368		368
TOTAL	546 444	61 117	279 780
	Dom-Tom		
	Patrimoine protégé et non protégé	Patrimoine protégé	Chiffres retenus dans l'étude
Artisans	3 867	657	657
Architectes	2		2
Emplois touristiques	915		915
Professeurs	27		27
TOTAL	4 812	657	1 601

– Les emplois induits

On désigne par cette appellation les emplois créés grâce à l'activité générée par l'utilisation des rémunérations liées aux emplois directs et indirects du patrimoine.

Dans la pratique, l'évaluation de cette activité induite est un exercice complexe dans la mesure où elle comporte la prise en compte d'effets en cascade ou d'effets « boule de neige », eux-mêmes très difficiles à appréhender, et repose de façon très récurrente sur des hypothèses rarement clairement établies.

La notion de multiplicateur est utilisée afin de mesurer l'activité induite. Cet indicateur permet ainsi d'estimer les emplois induits générés dans un environnement par la présence d'un emploi initial.

Dans son étude nationale, Xavier Greffe retient un multiplicateur de 1,6 signifiant ainsi qu'un emploi créé dans le tourisme patrimonial susciterait la création de 1,6 emploi dans l'économie.

Selon nos estimations ¹⁵ :

En France métropolitaine

Les emplois directs sont évalués à environ 33 000 pour les sites répondants ;

Et les emplois indirects à 280 000.

En adoptant le multiplicateur de 1,6, on peut estimer le nombre des emplois induits par les emplois directs et indirects du patrimoine à 187 800 pour tous les répondants $(33\ 000 + 280\ 000) \times 0,6$.

Dans les Dom-Tom

Le nombre d'emplois directs est évalué à 553 et les emplois indirects à 1 601.

En adoptant le multiplicateur de 1,6, on peut estimer le nombre d'emplois induits par les emplois directs et indirects du patrimoine à 1 293 $(553 + 1\ 601) \times 0,6$.

En prenant les précautions déjà évoquées en matière d'interprétation des résultats, on peut estimer en France le nombre d'emplois lié au patrimoine à environ :

– 500 000 pour tous les répondants ;

– 3 500 pour les Dom-Tom.

Ainsi 1 emploi direct dans le patrimoine génère 15 emplois indirects et induits.

II.2. Les retombées économiques indirectes du patrimoine

– L'impact économique indirect lié à la restauration du bâti

L'impact économique des travaux de restauration se mesure par le volume et la structure des dépenses des entreprises engagées dans le secteur de la restauration du patrimoine.

Les entreprises de travaux de restauration

Pour évaluer le CA des entreprises de restauration, nous avons estimé celui des entreprises ayant une certification Qualibat pour les mentions « Restauration du patrimoine » et « Monuments historiques ».

706 entreprises du bâtiment disposent des certifications Qualibat pour les mentions « Restauration du patrimoine » et « Monuments historiques ». Leur CA global est évalué à près de 3 750 millions d'euros. Comme mentionné précédemment dans les emplois mobilisés par les entreprises de travaux de restauration, la totalité des activités de ces entreprises n'est pas liée à la restauration du patrimoine. Pour estimer le CA de ces entreprises lié exclusivement aux chantiers de restauration du patrimoine, nous avons également appliqué le ratio de 75%.

Ainsi, le total du CA consacré à la restauration du patrimoine au sein des entreprises spécialisées est d'environ 2 807 millions d'euros.

Pour isoler le CA spécifiquement attribué au patrimoine protégé, nous avons retenu des entreprises citées précédemment, celles disposant de certifications Qualibat pour la mention MH exclusivement.

En France, 174 entreprises de restauration du patrimoine disposent de qualifications propres aux MH et réalisent un CA de 1 204 millions d'euros.

¹⁵ Données arrondies à la décimale supérieur ou inférieur.



Place Stanislas, Nancy, Lorraine ©Ville de Nancy

N.B. : Aucune entreprise des Dom-Tom n'a obtenu de certification Qualibat pour la mention Patrimoine et MH. Aussi aucun CA dans les Dom-Tom n'est estimé ici pour les entreprises de restauration du patrimoine, les gestionnaires de sites patrimoniaux faisant appel soit à des entreprises non agréées soit à des entreprises métropolitaines.

Tableau récapitulatif du chiffre d'affaires des entreprises de restauration du bâti

	CA des entreprises « Qualibat » destiné aux chantiers de restauration de patrimoine (protégé et non protégé) *	CA des entreprises « Qualibat » destiné exclusivement aux chantiers de restauration de patrimoine protégé *
France métropolitaine	2 807	1 204

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

Les entreprises artisanales du bâtiment

Pour estimer le CA des entreprises artisanales du bâtiment pour des chantiers de restauration du patrimoine, nous avons exploité les résultats de l'étude 2007 de la Capeb¹⁶, mentionnée précédemment.

Nous estimons le CA des entreprises artisanales du bâtiment pour des chantiers de restauration du patrimoine (protégé et non protégé) à environ 22 916 millions d'euros et pour les chantiers de restauration du patrimoine protégé exclusivement à environ 3 896 millions d'euros.

N.B. : Les chiffres ci-dessus correspondent aux CA des artisans en France métropolitaine seulement. Le CA des artisans des Dom-Tom n'a pu être renseigné.

Tableau récapitulatif des retombées économiques des entreprises artisanales du bâtiment

	CA des entreprises artisanales du bâtiment lié à la restauration du patrimoine protégé et non protégé *	CA des entreprises artisanales du bâtiment lié à la restauration du patrimoine protégé exclusivement *
France métropolitaine	22 916	3 896

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

Pour conclure cette première partie relative aux travaux de restauration du patrimoine protégé, les entreprises et artisans génèrent 5,1 milliards d'euros.

– CA des entreprises de restauration du bâti	1 204 millions d'euros
– CA des entreprises artisanales du bâtiment	3 896 millions d'euros

¹⁶ Le marché du patrimoine et les entreprises artisanales du bâtiment, Capeb – cabinet I+C, décembre 2007.

- L'impact économique du tourisme patrimonial

L'impact économique du tourisme se mesure par le montant des dépenses effectuées par les « touristes patrimoniaux » auprès des prestataires locaux – hôteliers, restaurateurs, commerçants – et du Trésor public, par le règlement des taxes de séjour.

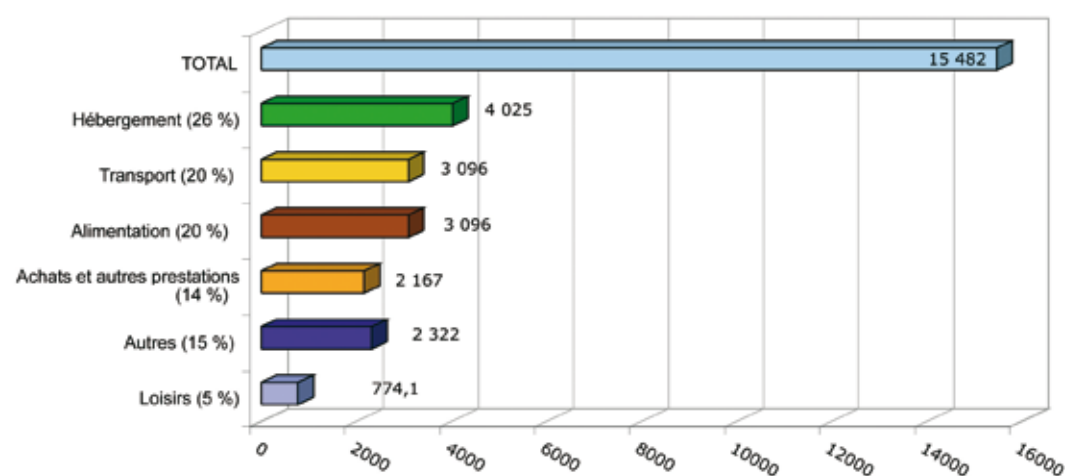
Les consommations touristiques et dépenses des touristes patrimoniaux

À ce jour, aucune étude n'a été réalisée à l'échelle des régions pour évaluer le montant de ces dépenses touristiques liées au tourisme patrimonial.

Afin d'apprécier le montant de ces dépenses, et de conserver une cohérence à nos travaux, la même méthodologie que celle retenue pour les emplois patrimoniaux a été appliquée aux consommations touristiques.

Ainsi, en France métropolitaine, le tourisme patrimonial génère 15,5 milliards d'euros et se répartit comme suit ¹⁷ :

Dépenses des touristes patrimoniaux en France métropolitaine (en millions d'euros)



Les retombées du patrimoine en termes de taxe de séjour

Parmi les ressources mobilisables par les communes touristiques figure la taxe de séjour. Cette recette est accessible à toutes les communes faisant un effort de promotion du tourisme ou des actions de protection et de gestion de leurs espaces naturels. La taxe de séjour est une recette de fonctionnement affectée aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique.

En France métropolitaine en 2005, selon la direction du Tourisme, les taxes de séjour (forfaitaires et classiques) s'élèvent à 146,67 millions d'euros et sont de 3,105 millions d'euros pour les Dom-Tom.

Afin d'obtenir le montant de la taxe de séjour attribuable au tourisme patrimonial, la même formule que pour les emplois et les consommations touristiques a été utilisée, à savoir le montant de la taxe de séjour multiplié par le ratio « activités patrimoniales et motivation patrimoniale ».

On peut estimer ainsi que la taxe de séjour reçue par les communes et attribuée exclusivement au tourisme patrimonial en 2005 est de 25,35 millions d'euros en France métropolitaine et d'environ 0,4 million d'euros pour les Dom-Tom.

Tableau récapitulatif des recettes liées au tourisme patrimonial

	Consommations touristiques liées au patrimoine *	Taxe de séjour liée au patrimoine *	Retombées économiques du tourisme patrimonial *
France métropolitaine	15 482 **	25 ***	15 507
Dom-Tom	94,414 ****	0,381 ***	95

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

** Consommation touristique T2 totaux de 1997 à 2005, direction du Tourisme.

*** *Mémento du tourisme*, direction du Tourisme, 2008.

**** *Le tourisme dans l'Outre-mer français*, direction du Tourisme 2007.

17 Ventilation par activités selon les données issues du DT comptes du tourisme, juillet 2008.

- L'impact économique des métiers d'art

La même méthodologie que celle des emplois des métiers d'art a été utilisée ici. Pour mémoire, elle est issue de l'étude de la Sema¹⁸ réalisée en 2008 et retient les activités suivantes : le bois, la pierre, les arts graphiques, le métal, la facture instrumentale, le luminaire.
Le CA HT des métiers d'art s'élève à 3,641 millions d'euros en 2008.

II.3. Les retombées du patrimoine en termes de financements publics sur le territoire

- La restauration du patrimoine bâti

La restauration des MH (privés et publics) est rendue possible grâce aux financements cumulés de l'État et des collectivités territoriales. Ces subventions portent en majorité sur des structures publiques, mais comprennent également des monuments gérés par des privés.
Pour des raisons d'homogénéisation des données, les chiffres exploités dans cette étude sont ceux fournis par la Dapa¹⁹ et concernent des dépenses effectuées et non des engagements de crédits. Ils représentent les financements de l'État pour la restauration et l'entretien du patrimoine bâti protégé.

Les crédits de paiement consommés par les Drac en 2007 sont de près de 230 millions d'euros dont :
- 225 millions d'euros pour la France métropolitaine ;
- 4,84 millions d'euros pour les Dom-Tom.

Ils couvrent les travaux dont l'État assure la maîtrise d'ouvrage mais également des travaux sous maîtrise d'ouvrage d'autres collectivités ou de propriétaires privés.

- La restauration du patrimoine matériel (collections des musées)

Selon la DMF, le montant alloué par l'État pour la restauration des collections muséales s'élève à 2,387 millions d'euros dont 2,3 millions d'euros pour la France métropolitaine et 0,022 million pour les Dom-Tom.

N.B. : Les chiffres relatifs aux financements de l'État mentionnés dans cette partie sont ceux émanant de deux directions du MCC : la Dapa et la DMF. Or d'autres ministères interviennent pour financer la restauration du patrimoine tels que le ministère de la Défense pour les musées de l'Armée, les musées de la Marine ; le MAE, le ministère de l'Éducation nationale, le ministère de l'Environnement, etc. Les données indiquées ici liées aux financements de l'État alloués à la restauration du patrimoine ne sont donc pas exhaustives.

- L'estimation globale des différents financements mobilisés

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) se chiffre à 227 millions d'euros en France métropolitaine. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 454 et 530 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 680 et 760 millions d'euros.

Pour les Dom-Tom, la participation de l'État pour la restauration du patrimoine bâti et matériel en investissement se chiffre à 5 millions d'euros. Compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, nous estimons le montant des autres financements publics entre 9,7 et 11,4 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 14,6 et 16,2 millions d'euros.

Sur la base d'un investissement de l'État pour la restauration du patrimoine compris entre 30 % à 50 %, 1 € investi dans le patrimoine génère entre 28 € et 31 € de retombées économiques en France métropolitaine et 6 € dans les Dom-Tom²⁰.

18 *Panorama des entreprises des métiers d'art en France*, Sema-DCASPL, version mise à jour février 2008.

19 *Bilan exécution 2007* programme 175 actions 1 crédit MH-Dapa.

20 N.B. : Nous rappelons que par insuffisance de données sur les Dom-Tom, le chiffre mentionné ci-dessus ne reflète que partiellement la réalité.

III. Tableaux récapitulatifs

Tableau récapitulatif des retombées économiques indirectes et des financements alloués à la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en France métropolitaine

		France métropolitaine		
		Patrimoine protégé et non protégé *	Patrimoine protégé *	Chiffres retenus dans cette étude *
Retombées économiques indirectes du patrimoine	CA des entreprises de travaux de restauration	2 807	1 204	1 204
	CA des entreprises artisanales du bâtiment	22 916	3 896	3 896
	Retombées économiques du tourisme patrimonial	15 507		15 507
	CA des entreprises des métiers d'art	3, 6		3,6
	Total des retombées économiques indirectes	41 233, 6	5 100	20 610 *
Financements publics	Financements étatiques du patrimoine bâti (investissement)		225	225
	Financements étatiques des collections muséales (investissement)		2,3	2, 3
	Total des financements pour la restauration du patrimoine		227,3	227 *

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

Tableau récapitulatif des retombées économiques indirectes et des financements alloués à la restauration du patrimoine (bâti et matériel) dans les Dom-Tom

		Dom-Tom		
		Patrimoine protégé et non protégé *	Patrimoine protégé *	Chiffres retenus dans cette étude *
Retombées économiques indirectes du patrimoine	Retombées économiques du tourisme patrimonial	95		95
	Total des retombées économiques indirectes	95		95
Financements publics	Financements étatiques du patrimoine bâti (investissement)		4,84	4,84
	Financements étatiques des collections muséales (investissement)		0,022	0,022
	Total des financements pour la restauration du patrimoine		4,86	4,86

* En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

Tableau récapitulatif des retombées sociales liées au patrimoine des gestionnaires appartenant à l'étude et ayant répondu

Type de retombées sociales	Emplois en France métropolitaine	Emplois dans les Dom-Tom
– Emplois directs	33 000	550
– Emplois indirects	280 000	1 600
– Emplois induits	187 000	1 300
Total	500 000	3 500

N.B. : Les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

Tableau récapitulatif des retombées économiques du patrimoine des gestionnaires appartenant à l'étude et ayant répondu

Type de retombées économiques	Retombées économiques en France métropolitaine **	Retombées économiques dans les Dom-Tom **
Retombées économiques directes	519	1,77
Retombées économiques indirectes	20 610	95
Total	21 129 *	96,77

Financements publics (État) : Investissement	227*	4,9
Autres financements publics estimés (conseils régionaux, conseils généraux, communes...) * : Investissement	Compris entre 454 et 530	Compris entre 9,7 et 11,4

* Ces financements sont estimés sur la base du ratio de participation de l'État oscillant entre 30 et 50 %.

** En millions d'euros – les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

Tableau synthétique national (France métropolitaine)

État de protection en France métropolitaine	
Monuments classés	14 308
Monuments inscrits	28 336
Total des monuments historiques	42 644
Musées de France	1 186
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	132
Nombre de gestionnaires concernés par l'étude *	1 234
Total des «incontournables» / Total des «incontournables» répondants **	163 / 200
Total des sites concernés par l'étude ayant répondu / Total des sites concernés par l'étude	1065 / 3 396

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Incontournables	Total
Au sein des monuments, Musées de France et sites	7 675	10 457
Au sein des administrations en charge du patrimoine		
Fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	19 500	19 500
Fonction publique d'État (Drac - SDAP)	1 489	1 489
Guides du patrimoine	1 391	1 391
Nombre total d'emplois directs	30 055	32 837

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	8 898
Artisans du patrimoine	52 219
Architectes du patrimoine	755
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	61 872
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	1 377
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	546
Autres emplois totaux liés à la restauration	1 923
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	162 274
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	162 274
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	3 797
Recherche	4 254
Métiers d'art	45 292
Expertise	368
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	53 711
Nombre total d'emplois indirects	279 780

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	Incontournables	Total
Emplois induits du patrimoine	185 901	187 570

Total des emplois dans le patrimoine	495 736	500 187
---	----------------	----------------

* Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

** Il a été effectué un choix parmi les sites retenus des 10 monuments, MDF les plus fréquentés en région. Ces derniers représentant en moyenne 80 % des retombées économiques et sociales du patrimoine.

Source : État de protection en région. Statistiques de la culture, chiffres clés, édition 2008, MCC / Dapa / DEPS, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine	Incontournables	Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries	242 676 065	257 585 397
Boutiques et librairies	86 918 053	92 104 003
Visites guidées payantes	13 995 385	16 048 743
Audioguides	1 981 831	1 993 151
Évènements	11 667 758	12 483 764
Autres recettes	136 816 627	138 647 630
Recettes globales des sites, monuments et MDF	494 055 719	518 862 688

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine	
Liées à la restauration du bâti	
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	1 203 800 128
CA Artisans du patrimoine	3 895 741 760
CA total lié à la restauration du bâti	5 099 541 888
Liées au tourisme patrimonial	
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)	15 481 884 912
Taxe de séjour	25 356 319
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial	15 507 241 231
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine	
CA Entreprises des métiers d'art	3 641 354
CA lié à la valorisation du patrimoine	3 641 354
Retombées économiques totales indirectes	20 610 424 473

Total des retombées économiques dans le patrimoine	21 104 480 192	21 129 287 161
---	-----------------------	-----------------------

N.B. : Les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine (bâti et matériel) en investissement se chiffre à 227 millions d'euros. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente 30 % à 50 % du financement public global, on peut estimer que le montant des autres financements publics se situe entre 454 et 530 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public compris entre 680 et 760 millions d'euros.

Tableau synthétique des Dom-Tom *

État de protection dans les Dom-Tom	
Monuments classés	90
Monuments inscrits	275
Total des monuments historiques	365
Musées de France (hors Réunion et Saint-Pierre-et-Miquelon)	15
Villes et Pays d'art et d'histoire (données Dapa - Bureau de la diffusion)	4
Total des sites appartenant à l'étude **	74
Total des sites ayant répondu / Total des sites de l'étude	24 / 74

IMPACT SOCIAL DU PATRIMOINE

I. Les emplois directs du patrimoine	Total
Au sein des monuments, Musées de France et sites	205
Au sein des administrations en charge du patrimoine	
Fonction publique territoriale (CR, CG, communes...)	315
Fonction publique d'État (Drac - SDAP)	30
Guides du patrimoine	3
Nombre total d'emplois directs	553

II. Les emplois indirects du patrimoine	
Liés à la restauration du bâti	
Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)	0
Artisans du patrimoine	657
Architectes du patrimoine	2
Emplois totaux liés à la restauration du bâti	659
Autres emplois liés à la restauration	
Restaurateurs	non renseigné
Laboratoires et ateliers de restauration en biens culturels	non renseigné
Autres emplois totaux liés à la restauration	
Liés au tourisme patrimonial	
Emplois touristiques patrimoniaux (données Insee)	915
Emplois totaux liés au tourisme patrimonial	915
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	
Formation	27
Recherche	
Métiers d'art	
Expertise	
Autres emplois liés à la valorisation du patrimoine	27
Nombre total d'emplois indirects	1 601

III. Les emplois induits du patrimoine (I + II) X 0,6	
Emplois induits du patrimoine	1 293

Total des emplois dans le patrimoine 3 447

* Hors Réunion

** Site protégé, monument historique, Musée de France, ouvert au public au moins 40 jours par an, faisant l'objet d'une billetterie ou inscrit sur une visite guidée payante, et visite de ville payante VPAH.

Source : État de protection en région. *Statistiques de la culture, chiffres clés*, édition 2008, MCC / Dapa / DEPS, La Documentation française.

IMPACT ÉCONOMIQUE DU PATRIMOINE

I. Retombées économiques directes du patrimoine		Total
Recettes liées à l'exploitation du patrimoine		
Billetteries		1 131 369
Boutiques et librairies		334 656
Visites guidées payantes		65 449
Audioguides		0
Évènements		11 817
Autres recettes		223 110
Recettes globales des sites, monuments et MDF		1 766 401

II. Retombées économiques indirectes du patrimoine		
Liées à la restauration du bâti		
CA Entreprises de travaux de restauration (données Qualibat)		0
CA des artisans du patrimoine		non renseigné
Chiffre d'affaires total lié à la restauration du bâti		0
Liées au tourisme patrimonial		
Consommations des touristes patrimoniaux (données direction du Tourisme)		94 414 023
Taxe de séjour		381 955
Retombées économiques totales liées au tourisme patrimonial		94 795 978
Autres retombées économiques liées à la valorisation du patrimoine		
CA des entreprises des métiers d'art		non renseigné
Chiffre d'affaires lié à la valorisation du patrimoine		
Retombées économiques totales indirectes		94 795 978

Total des retombées économiques dans le patrimoine	96 562 379
---	-------------------

N.B. : Les données sont arrondies à la décimale inférieure ou supérieure.

La participation de l'État pour la restauration du patrimoine bâti et matériel en investissement se chiffre à 5 millions d'euros. En l'absence de données plus précises relatives aux autres financements publics (conseils régionaux, conseils généraux, communes), il est impossible de produire des chiffres globalisant l'ensemble des financements publics. Toutefois, compte tenu du fait que la part de l'État représente entre 30 % et 50 % du financement public global, on peut estimer le montant des autres financements publics entre 9,7 et 11,4 millions d'euros, ce qui représente un volume d'investissement public entre 14,6 et 16,2 millions d'euros.

Conclusion

Les résultats de cette étude révèlent, au niveau national, **l'importance significative des différentes formes d'impact du patrimoine en termes de recettes, de volume et de diversité des activités induites, d'emplois directs et indirects**. Ils permettent aussi de constater à quel point le patrimoine irrigue fortement diverses activités non spécifiques.

Avec un total de retombées économiques supérieur à vingt milliards d'euros, l'enquête nationale fait apparaître un rapport « impact global des retombées économiques / montant dépenses publiques » très significatif : l'impact économique national du patrimoine est ainsi (tout en rappelant ici les mises en garde et les limites propres à la démarche déjà évoquées) plus de vingt fois supérieur à ce qu'il mobilise comme dépense publique d'investissement (État, régions, départements, communes).

Parallèlement, et comme en région Paca, **on constate que le montant des recettes directes générées par les monuments et sites protégés ouverts au public (plus de 500 millions d'euros) est deux fois supérieur au budget consacré annuellement par l'État aux travaux de restauration et d'entretien de ces mêmes monuments**.

S'il était besoin de le rappeler, cette étude souligne à quel point, loin d'être une charge, le patrimoine est un moteur économique important et dynamique.

De plus, **avec 500 000 emplois, dont plus de 30 000 directs**, le patrimoine joue, en complément de sa fonction culturelle essentielle, **un rôle social déterminant**. Ces emplois se répartissant dans des secteurs d'activité très divers, sont pour la plupart d'entre eux hautement qualifiés et porteurs de valeurs associées (historiques, pédagogiques, citoyennes...) contribuant fortement au renforcement des identités culturelles.

Cette étude reflète une situation nationale très cohérente au regard des chiffres produits en région Paca, ces derniers représentant schématiquement un dixième de ceux observés au niveau national. Ainsi, divers comparatifs relatifs aux recettes de billetteries, à la dépense publique, aux emplois directs et indirects font apparaître une étonnante similitude entre eux. Cela confirme la cohérence et l'homogénéité des données nationales produites dans un contexte de collecte des données beaucoup plus complexe qu'en région Paca.

La prégnance du tourisme patrimonial est en revanche proportionnellement plus forte au niveau national qu'en Paca, Paris jouant là un rôle déterminant.

Cette étude clôt une étape initiée depuis plus d'une année et demie. Elle s'inscrit dans la nécessité d'élaborer un **premier état des lieux national de l'impact économique et social du patrimoine** par la production de données objectives pouvant contribuer à une meilleure appréhension des enjeux, à la rationalisation de la connaissance des différentes formes d'impact, à l'optimisation des modes de gestion et de valorisation, et de manière induite, à l'intégration des problématiques économiques dans les cultures et pratiques professionnelles.

Si l'objectif était ambitieux, il faut aussi rappeler le **caractère innovant et expérimental** de la démarche, et ce à plusieurs titres :

- sur **l'objet même**, aucune enquête nationale de référence sur ce thème n'ayant été conduite auparavant, et par la volonté de prendre en compte tous les éléments constitutifs et toutes les formes d'impact du patrimoine ;
- par la méthode issue de la transposition nationale d'une démarche entreprise en région Paca, et articulant des dimensions régionales répondant à des enjeux de connaissance spécifiques à un état des lieux national ;
- par le souhait de **dépasser le cadre strict d'une étude** au profit d'une démarche globale de mobilisation des partenaires et de mutualisation des ressources des différents acteurs ;
- par l'inscription de ce travail dans une perspective plus large de préfiguration d'un **système d'observation**.

Nous ne reviendrons pas ici sur les inévitables difficultés rencontrées : le rappel du caractère expérimental de cette approche au sein d'un secteur professionnel encore peu enclin à intégrer les problématiques économiques l'explique grandement.

Toutefois, il faut prendre acte qu'une évaluation des retombées économiques du patrimoine au niveau national est plus à même, en l'état, de **repérer** les différentes formes d'impact que de les **mesurer**.

Deux facteurs principaux expliquent ce constat : la délimitation du champ de l'étude au patrimoine protégé, mais également et surtout **les limites de l'appréciation d'effets indirects et induits** issus, pour la plupart, de données nationales ou locales hétérogènes, de qualité inégale, situées parfois sur des années de référence différentes.

Poser ceci n'enlève rien à la pertinence du travail réalisé ou à son intérêt, mais permet d'en marquer clairement les limites et d'envisager les **modalités à mettre en œuvre permettant de réaliser des mesures plus approfondies**.

Celles-ci sont de plusieurs ordres :

– **En ce qui concerne les retombées directes**

La difficile collecte de données nous a conduits à nous centrer sur un nombre limité de monuments « incontournables » avec pour conséquence la surreprésentation de quelques typologies de patrimoines (musées, édifices religieux) et le recours aux « grands sites ».

Bien que ceci ne soit pas de nature à fausser la cohérence des chiffres nationaux, il conviendrait de corriger ces phénomènes par des mécanismes de pondération (territoriale ou par typologies). On pourrait ainsi retenir, dans chaque région, des monuments significatifs au sein des différentes typologies de patrimoine.

De façon complémentaire, une série d'études de cas qui situeraient chaque monument dans son histoire, ses environnements, sa nature, montrerait que **l'économie n'est pas une simple affaire de chiffres**.

– **En ce qui concerne les retombées indirectes et induites**

Les difficultés rencontrées sont plus classiques et renvoient à la difficile mobilisation de données fiables, homogènes et partagées dans les secteurs du tourisme, de la restauration du patrimoine, des métiers d'art.

Le travail entrepris (choix méthodologiques, recherche systématique de sources fiables, travail d'harmonisation et de mise en cohérence, identification de partenaires potentiels, etc.) **préfigure un système d'observation pérenne** permettant à la fois la **mobilisation rapide de données** (investissements, emplois, différentes formes d'impacts territoriaux ou nationaux), le croisement de ces données pour **l'élaboration instantanée de ratios** (rapport investissement public / billetteries, emploi « patrimonial » / emploi, etc.), **l'étude dynamique des changements et évolutions** (emplois, billetteries, investissement public) au regard d'un état des lieux initial, l'établissement de **cartographies** permettant de visualiser les typologies et niveaux de prégnance patrimoniale, une **communication directe et rationnelle** avec l'ensemble des acteurs intervenant sur ce champ (gestionnaires des sites et monuments protégés, Drac, têtes de réseaux, etc.).

De ce point de vue, au-delà des résultats présentés ici, de l'intérêt et des débats qu'ils pourront susciter, ce travail représente plus la première étape permettant la **mise en place d'un processus dynamique d'observation et d'action** que l'aboutissement d'une démarche d'étude.

Nous espérons par ce travail avoir contribué à en clarifier les enjeux.



Ancien hôpital, île Royale, Guyane 2007 © ARP Paca

Retombées sociales directes

	Salariés sur site		Employés territoriaux	Employés Drac	Guides du patrimoine	Incontournables	Total
	Incontournables	Total					
ALSACE	86	100	710	35	9	840	854
AQUITAINE	145	222	791	100	30	1 066	1 143
AUVERGNE	74	113	349	75	44	542	581
BASSE-NORMANDIE	151	258	751	46	34	982	1 089
BOURGOGNE	137	170	1 042	54	Non renseigné	1 233	1 266
BRETAGNE	133	297	587	77	102	899	1 063
CENTRE	292	340	1 207	79	34	1 611	1 660
CHAMPAGNE-ARDENNE	130	326	685	55	26	896	1 092
CORSE			308	11,5	0	320	320
FRANCHE-COMTÉ	106	106	563	47	31	747	747
HAUTE-NORMANDIE	93	142	781	25	Non renseigné	899	948
ÎLE-DE-FRANCE	4 550	4 550	1 253	164	Non renseigné	5 967	5 967
LANGUEDOC-ROUSSILLON **		1 100	977	85	62	1 124	2 224
LIMOUSIN	39	54	333	48	8	428	443
LORRAINE	237	237	902	50	Non renseigné	1 189	1 189
MIDI-PYRÉNÉES	87	112	1 332	102	5	1 527	1 552
NORD-PAS-DE-CALAIS	378	467	1 126	92	80	1 676	1 765
PAYS DE LA LOIRE	195	225	1 097	71	50	1 413	1 443
PICARDIE	232	251	708	54	152	1 146	1 165
POITOU-CHARENTES	123	246	661	53	28	865	988
PACA	95	462	2 208	90	465	2 858	3 225
RHÔNE-ALPES	394	679	2 212	76	231	2 913	3 198
TOTAL France métropolitaine	7 675	10 457	19 500 *	1 489	1 391	30 055	32 837
GUADELOUPE		125	136	7	3		271
GUYANE		40	52	6	0		98
MARTINIQUE		40	127	17	0		184
TOTAL Dom-Tom		205	315	30	3		553
TOTAL France	7 880	10 662	19 815	1 519	1 394	30 608	33 390

* Le total national Employés territoriaux ne correspond pas à la somme des régions en raison de modes de calcul différents d'une région à une autre.

** Les données concernant les retombées directes du patrimoine ont été fournies par le cabinet Figesma Conseil qui a réalisé une étude sur les retombées sur patrimoine, commanditée par la Région Languedoc-Roussillon et la Drac Languedoc-Roussillon.

Retombées économiques directes

	BILLETTERIE		BOUTIQUE		AUDIOGUIDES		VISTES GUIDÉES		ÉVÈNEMENTS		AUTRES		INCONTOURNABLES	TOTAL
	Incontournables	Total	Incontournables	Total	Incontournables	Total	Incontournables	Total	Incontournables	Total	Incontournables	Total		
ALSACE	2 764 590	4 470 549	632 477	0	18 647	383 724	13 572	13 572	0	0	0	0	4 935 245	5 499 824
AQUITAINE	2 845 853	4 020 694	576 456	900 610	10 893	144 819	121 381	137 102	378 276	487 651	3 829 613	487 651	3 829 613	5 701 769
AUVERGNE	774 597	860 741	250 662	274 558	0	64 540	666 666	669 945	29 036	114 707	1 720 961	114 707	1 720 961	1 984 481
BASSE-NORMANDIE	11 090 797	12 069 383	4 000 833	4 498 030	24 372	96 499	114 750	155 952	166 046	584 044	634 551	15 952 497	15 952 497	17 507 132
BOURGOGNE	2 774 449	3 505 597	1 331 135	1 705 750	15 705	185 854	214 424	50 484	50 484	110 131	122 077	4 457 899	4 457 899	5 614 037
BRETAGNE	10 321 502	10 937 009	3 173 178	4 241 357	278 778	233 237	241 302	177 075	177 075	296 849	1 025 399	14 480 619	14 480 619	16 900 920
CHAMPAGNE-ARDENNE	651 453	693 170	238 759	246 452	23 511	9 558	12 539	196 487	196 487	213 265	312 906	1 333 033	1 333 033	1 485 065
FRANCHE-COMTÉ	2 414 969	2 414 969	751 878	751 878	10 851	78 205	78 205	655 657	655 657	513 199	513 199	4 424 759	4 424 759	4 424 759
HAUTE-NORMANDIE	792 535	918 808	225 373	319 010	3 039	19 582	21 110	23 473	23 473	33 463	35 583	1 097 465	1 097 465	1 321 023
ÎLE-DE-FRANCE	178 365 829	178 970 859	67 837 928	68 225 195	1 537 837	10 190 524	10 284 809	5 736 647	5 736 647	130 208 975	130 211 284	393 877 740	393 877 740	394 966 631
LIMOUSIN	355 571	409 077	39 145	90 833	0	16 502	27 582	16 175	16 175	144 150	69 000	571 543	571 543	689 517
LORRAINE	1 858 144	1 858 144	418 069	418 069	332	355 969	355 969	86 124	86 124	91 648	91 648	2 810 286	2 810 286	2 810 286
MID-PYRÉNÉES	1 432 225	1 538 350	542 415	552 166	29 263	15 073	20 373	54 770	54 770	25 535	28 244	2 099 281	2 099 281	2 223 166
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 496 340	2 670 580	627 421	631 063	408	111 843	173 443	80 831	207 463	112 226	152 107	3 429 169	3 429 169	3 839 708
PAYS DE LA LOIRE	3 179 087	3 529 553	966 325	1 024 803	25 142	134 512	152 049	177 528	182 196	367 531	560 265	4 850 125	4 850 125	5 474 882
PICARDIE	4 320 501	4 367 865	1 197 365	1 206 997	11 000	158 817	259 160	1 869 534	1 873 539	1 086 241	1 094 946	8 643 458	8 643 458	8 813 507
POITOU-CHARENTES	1 733 591	2 808 644	360 598	1 214 550	4 824	726 029	1 362 683	5 600	140 083	940 574	1 021 560	3 771 216	3 771 216	6 547 480
RHÔNE-ALPES	2 761 159	3 459 234	916 646	1 290 883	11 542	1 018 214	1 200 000	816 686	1 200 000	884 042	1 000 000	12 091 545	12 091 545	19 100 000
TOTAL France métropolitaine	242 676 065	257 585 397	86 918 053	92 104 003	1 981 831	13 995 385	16 048 743	11 667 758	12 483 764	136 816 627	138 647 630	494 055 719	494 055 719	518 862 688
GUADELOUPE		327 004		239 751		65 341			11 817		142 400			786 313
GUYANE		42 997		571		108			0		67 500			111 176
MARTINIQUE		761 368		94 334		0			0		13 210			868 912
TOTAL Dom-Tom		1 131 369		334 655		65 449			11 817		223 110			1 766 401
TOTAL FRANCE	245 807 434	258 716 766	87 252 709	92 438 659	1 981 831	14 060 834	16 114 192	11 679 575	12 495 581	137 039 737	138 870 740	495 822 120	495 822 120	520 629 089

N.B. : Les retombées économiques directes du Languedoc-Roussillon sont estimées à 20 305 800 €. Ces chiffres n'ont pas pu être intégrés aux recettes nationales, des données globales ayant été transmises le 15 janvier

Retombées sociales indirectes

RÉGIONS	REST AURAISON DU PATRIMOINE						TOURISME	AUTRES EMPLOIS INDIRECTS LIÉS AU PATRIMOINE				TOTAL
	REST AURAISON DU PATRIMOINE BÂTI			REST AURAISON (AUTRES)				FORMATION	RECHERCHE	MÉTIERS D'ART	EXPERTISE	
	Emplois dans les entreprises de restauration du patrimoine protégé	Artisans	Architectes	Restaurateurs	Emplois dans les laboratoires et ateliers de restauration de biens culturels	Emplois touristiques						
ALSACE	251	1 381	11		0	8 303	127	51	961	1	11 086	
AQUITAINE	272	3 199	27		2	7 909	269	208	2 826	7	14 718	
AUVERGNE	102	1 256	16		0	1 829	81	64	1 165	0	4 513	
BASSE-NORMANDIE	161	1 347	15		17	2 491	26	54	1 127	2	5 240	
BOURGOGNE	107	1 468	19		4	2 250	112	91	1 310	3	5 364	
BRETAGNE	285	2 912	16		21	4 584	188	207	2 343	5	10 561	
CENTRE	447	2 324	15		0	9 096	113	14	1 873	10	13 892	
CHAMPAGNE-ARDENNE	287	1 008	12		4	1 506	80	66	909	0	3 872	
CORSE	42	446	6		0	1 155	11	2	502	0	2 163	
FRANCHE-COMTÉ	60	952	3		13	1 647	48	73	875	2	3 673	
Haute-NORMANDIE	246	1 323	16		0	2 092	95	75	1 064	6	4 917	
ÎLE-DE-FRANCE	3 719	7 819	355	Non renseigné	265	51 640	861	1 627	6 077	258	72 621	
LANGUEDOC-ROUSSILLON	207	2 694	31		0	5 651	216	333	2 846	13	11 992	
LIMOUSIN	227	688	4		0	1 084	76	25	699	0	2 803	
LORRAINE	507	1 666	10		9	6 500	170	92	1 327	1	10 283	
MIDI-PYRÉNÉES	110	2 855	28		7	6 026	228	73	2 871	3	12 202	
NORD-PAS-DE-CALAIS	211	2 266	11		0	3 591	173	169	1 541	4	7 966	
PAYS DE LA LOIRE	573	3 184	39		0	4 185	185	90	2 204	3	10 463	
PICARDIE	176	1 292	10		15	1 859	58	212	1 160	1	4 783	
POITOU-CHARENTES	251	1 733	26		2	2 842	90	187	1 490	1	6 623	
PACA	368	4 833	49		152	28 352	223	259	5 315	27	39 578	
RHÔNE-ALPES	293	5 572	36		35	7 680	367	282	4 807	21	19 093	
TOTAL France métropolitaine	8 898	52 219	755	1 377	546	162 274	3 797	4 254	45 292	368	279 780	
GUADELOUPE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	290	0	Non renseigné	aucune de ces structures n'est recensée	513	8	aucun laboratoire de recherche n'est recensé	Non renseigné	Non renseigné	811	
GUYANE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	71	0	Non renseigné	aucune de ces structures n'est recensée	70	9	aucun laboratoire de recherche n'est recensé	Non renseigné	Non renseigné	150	
MARTINIQUE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	296	2	Non renseigné	aucune de ces structures n'est recensée	331	10	aucun laboratoire de recherche n'est recensé	Non renseigné	Non renseigné	640	
TOTAL Dom-Tom		657	2			915	27				1 601	

N.B. : Pour les restaurateurs, il n'a pu être possible de faire une répartition des emplois par région. Ceci explique le décalage entre le total horizontal et celui vertical.

Retombées économiques indirectes

RÉGIONS	RESTAURATION DU PATRIMOINE BÂTI		TOURISME		AUTRES IMP ACTS ÉCONOMIQUES INDIRECTS LIÉS AU PATRIMOINE	TOTAL RECETTES	FINANCEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT POUR LA RESTAURATION		TOTAL DES FINANCEMENTS DÉCLARÉS DE L'ÉTAT POUR LA RESTAURATION DU PATRIMOINE
	CA des entreprises de restauration du patrimoine protégé	CA des artisans	Dépenses touristiques	Taxes de séjour			CA des entreprises des métiers d'art	du patrimoine bâti	
ALSACE	24 450 261	104 393 600	639 863 798	544 455	77 277	769 329 391	4 915 721	76 231	4 991 952
AQUITAINE	23 500 845	240 208 640	993 219 269	1 919 145	227 179	1 259 075 078	13 959 096	non renseigné	13 959 096
AUVERGNE	14 230 346	69 457 920	247 650 000	145 387	93 657	331 577 310	10 440 953	60 000	10 500 953
BASSE-NORMANDIE	11 529 350	96 951 680	218 884 158	280 985	90 593	327 736 766	6 671 877	29 446	6 701 323
BOURGOGNE	11 426 006	107 959 520	221 714 156	116 515	105 358	341 321 554	10 045 267	115 000	10 160 267
BRET AGNE	23 336 954	214 678 720	569 108 881	781 124	188 345	808 094 025	12 681 742	61 000	12 742 742
CENTRE	47 081 384	129 044 960	955 040 272	315 541	150 570	1 131 632 728	13 790 038	122 300	13 912 338
CHAMPAGNE-ARDENNE	26 905 185	71 938 560	141 450 000	46 649	73 098	240 413 493	10 435 661	103 443	10 539 104
CORSE	5 834 416	22 532 480	223 614 000	325 933	40 366	252 347 194	100 751	non renseigné	100 751
FRANCHE-COMITÉ	4 504 844	65 116 800	166 090 959	159 894	70 368	235 942 865	4 160 610	150 535	4 311 145
HAUTE-NORMANDIE	23 679 255	87 080 800	165 927 000	101 323	85 523	276 873 901	5 539 783	127 205	5 666 988
ÎLE-DE-FRANCE	662 326 392	857 577 920	3 253 458 500	7 137 438	488 595	4 780 988 845	22 251 424	111 500	22 362 924
LANGUEDOC-ROUSSILLON	19 235 732	156 228 640	844 563 756	1 495 863	228 795	1 021 752 785	11 196 422	44 650	11 241 072
LIMOUSIN	24 268 863	39 845 280	121 032 000	73 440	56 217	185 275 800	6 179 348	54 544	6 233 892
LORRAINE	63 916 054	123 980 320	508 141 000	245 898	106 667	696 389 938	9 884 560	27 950	9 912 510
MIDI-PYRÉNÉES	11 608 550	200 673 440	741 612 554	705 687	230 800	954 831 031	8 490 027	395 496	8 885 523
NORD-PAS-DE-CALAIS	25 425 273	150 698 880	303 674 222	287 334	123 883	480 209 592	8 289 840	308 642	8 598 482
PAYS DE LA LOIRE	56 879 768	249 200 960	532 620 480	671 900	177 230	839 550 338	20 215 456	0	20 215 456
PICARDIE	26 919 133	77 054 880	141 450 000	88 354	93 239	245 605 606	12 329 901	62 538	12 392 439
POITOU-CHARENTES	24 247 136	113 592 640	374 137 956	572 138	119 816	512 669 685	7 384 723	100 000	7 484 723
PACA	43 732 302	296 746 560	3 304 686 870	7 371 114	427 280	3 652 964 126	14 012 305	160 750	14 173 055
RHÔNE-ALPES	28 762 081	420 778 560	813 945 083	1 970 203	386 497	1 265 842 423	11 853 428	253 394	12 106 822
Total France métropolitaine	1 203 800 128	3 895 741 760	15 481 884 912	25 356 319	3 641 354	20 610 424 473	224 828 933	2 364 624	227 193 557
GUADELOUPE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	Non renseigné	65 596 446	Non renseigné	Non renseigné	65 596 446	1 079 188	22 000	1 101 188
GUYANE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	Non renseigné	7 897 614	Non renseigné	Non renseigné	7 897 614	677 194	Non renseigné	677 194
MARTINIQUE	aucune entreprise ne dispose de la certification Qualibat mention MH	Non renseigné	20 919 963	Non renseigné	Non renseigné	20 919 963	3 089 680	Non renseigné	3 089 680
Total Dom-Tom			94 414 023	381 955		94 795 978	4 846 062	22 000	4 868 062

N.B. : Pour les taxes de séjour des Dom-Tom il n'a pu être possible de faire une répartition par région. Ceci explique le décalage entre le total horizontal et celui vertical.

Glossaire

Retombées : ensemble d'effets économiques, sociaux, fiscaux ou en termes d'investissements publics et d'attractivité observables sur un territoire donné et liés à la présence d'un site patrimonial.

Retombées directes : (qui agissent sur la structure patrimoniale ou qui émanent directement d'elle) un site patrimonial à entrée payante constitue un pôle économique produisant un chiffre d'affaires, une valeur ajoutée, des emplois, des recettes fiscales. Ces éléments constituent les retombées directes du patrimoine.

Retombées indirectes : (qui agissent sur son environnement) les visiteurs d'un site patrimonial effectuent des dépenses dans l'environnement immédiat du site patrimonial (par exemple dans le secteur hôtelier, dans les commerces liés au site ou à l'artisanat local...). Ces dépenses alimentent le chiffre d'affaires des agents chez qui ces dépenses sont effectuées, générant une valeur ajoutée, des emplois, des recettes fiscales. Ces éléments constituent les retombées indirectes du patrimoine.

Retombées induites : les agents économiques bénéficiaires des retombées directes et indirectes mobilisent les sommes perçues pour rémunérer leurs salariés, acquérir à leur tour des biens et services auprès d'autres agents, payer leurs impôts... L'ensemble de ces effets constituent les effets induits du patrimoine.

Prégnance : La prégnance patrimoniale est ici le nombre d'emplois patrimoniaux rapporté à la population active.

Table des abréviations

ARP : Agence Régionale du Patrimoine Provence-Alpes-Côte d'Azur

CA : Chiffre d'affaires

CDT : Comité départemental du tourisme

CMN : Centre des monuments nationaux

CNFPT : Centre National de la Fonction Publique Territoriale

CRT : Comité régional du tourisme

DAPA : Direction de l'Architecture et du Patrimoine – ministère de la Culture et de la Communication

DEPS : Département des Études, de la Prospective et des Statistiques – ministère de la Culture et de la Communication

DMF : Direction des Musées de France – ministère de la Culture et de la Communication

DRAC : Direction régionale des affaires culturelles

MAE : Ministère des Affaires Étrangères

MCC : Ministère de la Culture et de la Communication

MDF : Musée de France

MH : Monuments historiques

ORT : Observatoire régional du Tourisme

PACA : Provence-Alpes-Côte d'Azur

RMN : Réunion des musées nationaux

VPAH : Ville et Pays d'art et d'histoire

Principales sources

La valorisation économique du patrimoine, **Xavier Greffe**, La Documentation française, 2003

Le tourisme culturel, **Claude Origet du Cluzeau**, PUF, Paris, 3^e édition mise à jour, septembre 2005

L'impact économique et social du patrimoine en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, **Cahier n° 1, ARP Paca**, novembre 2005

Guide méthodologique pour l'analyse des impacts du patrimoine sur les territoires, **Cahier n° 3, ARP Paca**, septembre 2006

L'impact économique et social du patrimoine dans le département des Bouches-du-Rhône, **ARP Paca**, décembre 2007

Le tourisme patrimonial en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; **ARP Paca**, novembre 2007

Le marché du patrimoine et les entreprises artisanales du bâtiment, **Capeb – cabinet I+C**, décembre 2007

Annuaire 2007/2008 des architectes du patrimoine, **École de Chaillot**

Panorama des entreprises des métiers d'art en France, **Sema-DCASPL**, version mise à jour février 2008

L'emploi salarié dans le tourisme n° 1099 Insee, Insee Première, août 2006

Mémento du tourisme, **direction du Tourisme**, 2007 & 2008

Suivi de la demande touristique française, **TNS SOFRES**, 2007

Consommation touristique en France T2 totaux de 1997 à 2005, **direction du Tourisme**

Le tourisme dans l'Outre-mer français, **direction du Tourisme**, octobre 2007

Crédits MH consommés par les Drac, Bilan exécution 2007 programme 175 action 1 Crédits Monuments historiques – Dapa -ministère de la Culture et de la Communication

Ensemble des études des Observatoires régionaux du Tourisme

Remerciements

Nous tenons à remercier très chaleureusement pour leur précieuse collaboration :

Xavier Greffe, dont les travaux ont permis la réalisation de l'étude Paca et cette enquête nationale ;

Le ministère de la Culture et de la Communication et les départements rattachés : direction de l'Architecture et du Patrimoine – la mission valorisation du patrimoine, le bureau de la diffusion et le département des Études, de la Prospective et des Statistiques - direction des Musées de France - département des publics ;

La Réunion des musées nationaux : direction des Publics - service des Affaires financières (SAF), direction du Développement culturel (DDC) et la direction Commerciale et Marketing (DCM);

Le Centre des monuments nationaux – direction Administrative et Financière ;

Le Cereq – département Travail et Formation ;

Et

– L'ensemble des gestionnaires, conservateurs, administrateurs, assistants(es), secrétaires de sites, monuments historiques et de Musées de France qui ont bien voulu donner de leur temps pour communiquer leurs données sociales et économiques ;

– L'ensemble des référents Drac pour l'envoi des fichiers des gestionnaires et des renseignements sur les financements alloués à la restauration du patrimoine ;

– L'ensemble des observatoires régionaux du tourisme pour la communication de leurs données touristiques.

La direction de l'étude a été réalisée par Hervé Passamar, en lien avec Marco Marchetti, MCC – DAPA – Mission Valorisation du patrimoine ; la coordination et l'analyse des retombées sociales et économiques par Pascal Guillermin et Sarah Jeanroy – Agence Régionale du Patrimoine Paca. La réalisation du site Internet (www.impact-patrimoine.fr) et de la base de données ont été effectués par Édouard Thommeret. Antoine Huet, Valérie Garrus, Françoise Tassy ont contribué à la relance des gestionnaires.

Agence Régionale du Patrimoine
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Président : Philippe Joutard
Directeur : Hervé Passamar
Administration : Hélène Forgeas
Coordination, production : Pascal Guillermin
Chargée d'étude : Sarah Jeanroy
Opérations pédagogiques : Pascal Bois
Webmaster : Emmanuel Curt

Chiffres clés du patrimoine en France

État des protections

(au 1^{er} janvier 2007,
Source ministère de la Culture
et de la Communication :
DAPA – DEPS et DMF)

42 644 monuments historiques et sites protégés

(France métropolitaine et Dom-Tom)
– 14 344 monuments classés ;
– 28 623 monuments inscrits ;

124 VPAH, dont 89 villes et 35 pays

97 secteurs sauvegardés

1 207 MDF + annexes

Près de 100 monuments nationaux,
propriété de l'État (CMN)

34 musées nationaux (RMN),
dont 21 en Île-de-France

Les retombées du patrimoine en France métropolitaine

Impact social

500 000 emplois environ générés par le
patrimoine

Près de 33 000 emplois directs en France
métropolitaine dont :

- 10 457 emplois au sein des sites,
monuments historiques et MDF ;
- 21 000 fonctionnaires ;
- 1 400 guides du patrimoine (Sources Drac
répondantes).

Près de 280 000 emplois indirects dont :

- 61 900 emplois dans la restauration du
patrimoine ;
- 1 900 autres emplois dans la restauration ;
- 162 000 emplois touristiques ;
- 54 000 autres emplois (formation,
recherche, métiers d'art, expertise).

187 000 emplois induits

Impact économique

Environ 21 100 M € générés par le patrimoine

Direct : les recettes d'exploitation des sites,
MH et MDF près de 500 M €²¹ dont :

- 260 M € de recettes billetterie ;
- 92 M € de recettes générées par les
boutiques-librairies ;
- 16 M € de recettes visites guidées ;
- 2 M € de recettes pour les audioguides ;
- 12,5 M € de recettes pour l'organisation
d'événements ;
- 139 M € au titre de recettes diverses.

Indirect : 20 610 M € dont :

- 5 100 M € de CA dans la restauration
du patrimoine ;
- 15 510 M € de CA dans le tourisme ;
- 3,6 M € de CA dans les métiers d'art.

Dépenses publiques en faveur du patrimoine

- 227 M € de financement de l'État pour
la restauration (bâti et matériel) ;
- Entre 454 et 530 M € de financements des
collectivités territoriales estimés.
Soit un volume d'investissement public
compris entre 680 et 760 M €.

Les retombées du patrimoine dans les Dom-Tom Martinique, Guadeloupe et Guyane

Impact social

Près de 3 400 emplois générés par le
patrimoine

Environ 550 emplois directs dont :

- 205 emplois au sein des sites, MH et MDF ;
- 345 fonctionnaires ;
- 4 guides du patrimoine.

Près de 1 600 emplois indirects dont :

- 660 emplois dans la restauration
du patrimoine ;
- 915 emplois touristiques ;
- 30 autres emplois liés au patrimoine
(formation).

1 290 emplois induits

Impact économique

Environ 96,77 M € générés par le patrimoine

Direct : 1,8 M € de recettes d'exploitation
des sites, MH et MDF dont :

- 1,13 M € de recettes de billetterie ;
- 0,33 M € de recettes générées par les
boutiques-librairies ;
- 0,06 M € de visites guidées ;
- 0,01 M € pour l'organisation d'événements ;
- 0,22 M € au titre de recettes diverses.

Indirect : 95 M € (tourisme patrimonial)

Dépenses publiques en faveur du patrimoine

- 5 M € de financement de l'État
pour la restauration du patrimoine
(bâti et matériel) ;
- Entre 9,7 et 11,4 M € de financements
des collectivités territoriales estimés.
Soit un volume d'investissement public
compris entre 14,7 et 16,4 M €.

Ministère de la Culture et de la Communication

Direction de l'Architecture
et du Patrimoine
182, rue Saint-Honoré
75001 Paris

www.culture.gouv.fr

Agence Régionale du Patrimoine

Provence-Alpes-Côte d'Azur
Hôtel Estienne de Saint-Jean
17, rue Gaston-de-Saporta
13100 Aix-en-Provence

<http://www.patrimoine-paca.com>
contact@patrimoine-paca.com

Couv. Massimo Vitali, Place de la
République, Arles, Bouches-du-
Rhône, 2005
ARP Paca © Massimo Vitali

© copyright – Agence Régionale
du Patrimoine Provence-Alpes-Côte
d'Azur

21 Hors Corse, Languedoc-Roussillon et la Réunion